

Les USA bientôt déçus de leur statut de leader mondial ?

(P24)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● EN AVRIL 2017

Le taux de chômage en hausse de 1,8%

(P4)

● AVANT LA RENTRÉE SOCIALE

Le citoyen stresse de la hausse des prix



Le pauvre citoyen algérien ne sait où donner de la tête durant cet été où son portefeuille est si sollicité en cette période où la hausse des prix des fruits et légumes fait tellement mal qu'il est très stressé en se projetant sur la rentrée sociale avec les autres dépenses qui l'attendent telles l'achat du mouton de l'Aïd, les habits pour cette même fête et pour le comble, il ne faut pas oublier la rentrée scolaire !

(Lire en Page 3)

● HAUSSE DU RENDEMENT DE LA TOMATE INDUSTRIELLE

Les producteurs appellent à promouvoir une industrie de transformation

(P3)



● CORÉE DU NORD-USA

Xi appelle à retenir la direction du dialogue

(P19)

YÉMEN

La banque du sang menacée de fermeture imminente



La banque du sang au Yémen, victime collatérale de la guerre qui ravage le pays depuis plus de deux ans, a lancé cette semaine un vibrant appel à l'aide, affirmant qu'elle pourrait fermer prochainement laissant des milliers de patients en détresse. "Nous exhortons toutes les organisations humanitaires de la communauté internationale ainsi que tous les donateurs à soutenir le centre, alors que nos fournitures médicales viennent à manquer", a appelé le directeur du Centre national pour la transfusion sanguine et la recherche à Sanaa, Adnane Al-Hakimi.

"Nous sommes uniquement capables de travailler une semaine de plus. Après cela, si les organisations humanitaires ne se mobilisent pas pour aider le centre, il fermera", a-t-il mis en garde lundi.

La banque du sang yéménite dit traiter quelque 3.000 personnes par mois, atteintes de cancer, d'insuffisance rénale ou de thalassémie, une maladie génétique qui se traduit par une diminution de la taille des globules rouges et provoque une sévère anémie.

Moins de la moitié des hôpitaux du pays fonctionnent dans ce pays pauvre de 27 millions d'habitants, ravagé par le conflit opposant les rebelles chiites Houthis, qui contrôlent la capitale Sanaa, aux forces gouvernementales, soutenues par une coalition militaire arabe dirigée par l'Arabie saoudite.

La crise humanitaire qui s'aggrave au fil des mois a placé le pays au bord de la famine, selon l'ONU. Depuis l'intervention en mars 2015 de la coalition arabe, les combats ont fait plus de 8.300 morts, majoritairement des civils, et plus de 47.700 blessés, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Amina Ali, dont le jeune fils a besoin de transfusions sanguines, fait régulièrement le trajet vers la banque du sang.

"Je passe une commande pour du sang et des plaquettes tous les dix jours", raconte-t-elle à l'AFP.

"Que va-t-il se passer si le centre ferme? L'état de santé de beaucoup d'enfants dont mon fils va se dégrader", s'alarme-t-elle.

Selon M. Hakimi, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) a "soudainement arrêté" en juin de fournir à la banque du sang des fournitures médicales, après avoir soutenu le centre depuis 2015.

NÉPAL

25 morts dans des inondations et glissements de terrain

Des inondations et des glissements de terrain, causés par des pluies de mousson, ont fait au moins 25 victimes au Népal lors des deux derniers jours, ont annoncé samedi les autorités.

De fortes pluies ont frappé plus de douze districts dans l'est du Népal ainsi que certaines zones dans l'Ouest depuis vendredi matin, a déclaré le ministère de l'Intérieur.

"Nous sommes toujours en train de recueillir les détails des pertes. Selon les rapports préliminaires du ministère, plus de 25 personnes auraient trouvé la mort", a indiqué un porte-parole du ministère de l'Intérieur à l'AFP.

Les inondations se sont produites dans les plaines densément peuplées qui longent la frontière avec l'Inde au Sud, tandis que certaines zones reculées et vallonnées, dans l'est du pays, ont été touchées par des glissements de terrains.

Des dégâts matériels ont également été enregistrés dans l'Est : des lignes électriques ont été affectées, ce qui rend difficile la confirmation de l'ampleur des dégâts dans les régions éloignées.

Dans les plaines du Sud, des routes ont été bloquées et des ponts se sont effondrés, a ajouté le ministre de l'Intérieur, Janardan Sharma.

Au total, la mousson a déjà causé la mort de plus de 90 personnes cette année au Népal. Près de 100 victimes avaient été recensées l'année dernière lors de la saison des pluies, qui s'étend généralement de fin juin à fin août.



INDE

Le manque d'oxygène dans un hôpital fait 60 morts

Au moins 60 enfants sont morts en cinq jours dans un hôpital public du nord de l'Inde, ont déclaré samedi des responsables locaux, les médias mettant en cause la pénurie de bonbonnes d'oxygène dans l'établissement.

"Nous avons ouvert une enquête et un rapport préliminaire devrait être publié aujourd'hui. Oui, 60 patients sont morts à l'hôpital ces cinq derniers jours, mais nous ne pensons pas que ce soit lié aux informations faisant état d'une pénurie d'oxygène", a déclaré à l'AFP Anil Kumar, un responsable de la police de Gorakhpur. Selon des médias indiens, des dizaines d'enfants sont morts jeudi et vendredi en raison d'une rupture d'approvisionnement en oxygène, après que la société fournissant les bonbonnes eut mis fin à ses services, apparemment en raison du non-paiement de factures se montant à plusieurs millions de roupies. Une enquête a été ouverte sur l'hôpital Baba Raghav Das, dans le district de Gorakhpur, dans l'Uttar Pradesh, l'Etat le plus peuplé du pays, gouverné par le parti de droite Bharatiya Janata Party du Premier ministre Narendra Modi.

Selon un communiqué publié par le bureau du ministre en chef de l'Uttar Pradesh Yogi Adityanath, qui a ordonné l'enquête, les 60 décès sont intervenus sur une période de cinq jours à partir de lundi.

Selon ce communiqué, 23 enfants sont morts jeudi quand "la pression de l'alimentation en oxygène est devenue basse". Le journal The Hindustan Times a décrit dans son édition de samedi des scènes de chaos dans l'hôpital lorsque l'alimentation en oxygène a été perturbée. "Même lorsque 90 grosses bonbonnes ont été mises en service vendredi, l'hôpital s'est retrouvé à court d'oxygène vers une heure", a rapporté le journal. "Ce qui a provoqué un chaos complet, avec des parents de patients qui couraient pour obtenir de l'aide et le personnel de l'hôpital qui essayait de maintenir l'alimentation en oxygène avec des sacs manuels de respiration".

Le prix Nobel de la Paix indien et défenseur des droits des enfants Kailash Satyarthi a dénoncé sur Twitter "un massacre". "Ce n'est pas une tragédie. C'est un massacre. Est-ce cela que signifient 70 années de liberté pour nos enfants?" a-t-il tweeté.

Les hôpitaux publics indiens sont souvent débordés et au bord du point de rupture : les patients doivent faire face à de longues listes d'attente, même pour des interventions simples, et sont contraints à partager des lits.

De ce fait, ceux qui le peuvent évitent les hôpitaux publics et se tournent vers les cliniques privées, même si une consultation privée coûte en moyenne 1.000 roupies (plus de 13 euros), une somme énorme pour les millions d'Indiens qui vivent avec moins de deux euros par jour.

DÉCOUVERTE

Des petits mammifères primitifs déjà capables de planer au Jurassique

Des chercheurs ont découvert en Chine deux fossiles de petits mammifères préhistoriques vieux de 160 millions d'années qui étaient capables de planer et de vivre dans des arbres, à un moment où dominaient les dinosaures, selon deux études. Ces mammifères éteints du Jurassique ont véritablement été "les premiers à planer", assure Zhe-Xi Luo, professeur de biologie et d'anatomie à l'Université de Chicago et auteur des deux études publiées mercredi dans Nature. "D'une certaine façon, ce sont les premiers mammifères à avoir eu des ailes", ajoute-t-il. En effet, les deux fossiles, Maiopatagium furculiferum et Vilevolodon diplomylo, possédaient des membranes de peau semblables à des ailes, attachées à de longs membres inférieurs et supérieurs. Plusieurs détails de leur anatomie notamment au niveau des épaules devaient procurer à ces animaux l'agilité nécessaire pour pouvoir planer efficacement d'arbre en arbre.

Les fossiles ont été découverts dans la Formation de Tiaoishan, au Nord-est de Pékin. Ils ont été étudiés par une équipe internationale de scientifiques de l'Université de Chicago et du Musée d'histoire naturelle de Pékin. L'un des fossiles mesurait environ 23 centimètres de long, l'autre 8 centimètres.

La capacité à planer de ces mammifères éteints devait leur permettre d'accéder à de la nourriture qui n'était pas accessible à des animaux purement terrestres, soulignent les chercheurs.

Cette découverte, qui s'ajoute à celles d'autres fossiles décrits par l'équipe de Zhe-Xi Luo ces dix dernières années, montre que les mammifères primitifs se sont adaptés à des environnements divers en dépit de la concurrence avec les dinosaures.

"Cela signifie que les dinosaures ne dominaient sans doute pas le paysage du Mésozoïque autant qu'on a pu le penser dans le passé", considère Zhe-Xi Luo.

L'ère du Mésozoïque se subdivise en trois grandes périodes: le Trias (- 251 à - 200 millions d'années), le Jurassique (-200 à -145 millions d'années) et le Crétacé (-145 à -65 millions d'années).

ATLANTIQUE NORD

Une saison des ouragans très active s'annonce

La saison 2017 des ouragans dans l'Atlantique Nord pourrait être la plus active depuis 2010, a annoncé mercredi l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA) qui a revu à la hausse ses précédentes prédictions du nombre de tempêtes tropicales d'ici fin novembre. La NOAA estime désormais qu'il y a 60% de probabilités que la saison des ouragans soit d'une intensité supérieure à la normale, alors qu'en mai ce taux n'était que de 45%. L'Agence prévoit à présent entre 14 et 19 tempêtes tropicales, dont les vents atteignent au moins 63 km/h, contre 11 à 17 précédemment. Entre cinq et neuf de ces tempêtes pourraient devenir des ouragans. Parmi ceux-ci, deux à cinq pourraient atteindre la catégorie trois, voire plus, sur l'échelle Saffir-Simpson --qui en compte 5-- avec des vents d'au moins 178 km/h.

"Nous entrons maintenant dans le haut de la saison quand la plupart des tempêtes se produisent" dans l'Atlantique Nord, a souligné Gerry Bell, le principal météorologue au Centre de prédiction du climat de la NOAA. "Les vents et les courants atmosphériques dans la région tropicale de l'Atlantique et des Caraïbes où de nombreuses tempêtes se forment sont très propices à une saison plus active que la normale", a-t-il dit, lors d'une conférence téléphonique. "Cela s'explique en partie par la faible probabilité d'une réémergence cette année du courant chaud équatorial du Pacifique El Nino qui en contribuant à un cisaillement des vents déstabilise la formation des tempêtes et ouragans", a-t-il expliqué. Il a aussi cité d'autres facteurs comme une température au-dessus de la normale des eaux dans la zone tropicale de l'Atlantique. Pour les seules neuf premières semaines de la saison des ouragans, qui s'étend du 1er juin à fin novembre, on compte déjà six tempêtes tropicales.

Pendant une saison normale sur la période de référence 1981 à 2010, on compte en moyenne douze tempêtes tropicales par an, dont six avec la force d'un ouragan. Parmi celles-ci, trois ont été de grande puissance, allant de la catégorie 3 à 5.

Sur les six tempêtes tropicales de cette saison, une s'était déjà produite en avril, deux en juin, deux en juillet et une en août. Deux ont atteint les côtes américaines dont Cindy, qui a frappé le Texas et la Louisiane le 22 juin, apportant de fortes précipitations et provoquant des inondations et de multiples tornades.

AVANT LA RENTRÉE SOCIALE

Le citoyen stresse de la hausse des prix

Le pauvre citoyen algérien ne sait où donner de la tête durant cet été où son portefeuille est si sollicité en cette période où la hausse des prix des fruits et légumes fait tellement mal qu'il est très stressé en se projetant sur la rentrée sociale avec les autres dépenses qui l'attendent telles l'achat du mouton de l'Aïd, les habits pour cette même fête et pour le comble, il ne faut pas oublier la rentrée scolaire !

Un petit tour dans certains marchés de la capitale donne vraiment à réfléchir au malheureux citoyen et ses dépenses devant une paie qu'il a du mal à bien gérer. Jugez-en : Cette période de chaleur exceptionnelle avec les feux de forêt influent directement sur les prix des fruits et des légumes. Les navets, la courgette sont affichés à pas moins de 200 DA le kilo ! Mieux encore, la salade verte (laitue) est affichée entre 200 et 300 dinars. Ce sont des records à graver pour ces denrées d'importance de première nécessité pour les Algériens qui n'ont pas touché ce seuil jusque-là ! Après une petite accalmie à la fin du mois de Ramadhan et au début de ce mois d'été caniculaire, le poivron passe de ses écarts de juin-juillet (35 et 75 DA) à pas moins des prix affichés actuellement entre 150 DA à 170 DA le kilo. Idem pour la tomate qui est de mauvaise qualité et dont les prix varient entre 60 et 80 DA. Bien que certains à Aïn Benian, dans les étals de fortunes, elle est affi-

chée à 25 DA ! voyez bien l'écart entre les deux ! Cette controverse ne trouve ses explications qu'en suivant l'itinéraire des produits du gros au commerçant détaillant, on retrouve ces mandataires sans scrupules qui font hausser les fruits et légumes sans se soucier du citoyen au moment où le ministère du Commerce, n'arrive pas à barrer la route à ces intermédiaires nuisibles au commerce et donc à l'économie nationale. Evidemment que les contrôles ont diminué durant cette période à cause des congés du côté des " inspections " commerciales. Ce qui explique donc pourquoi ces prix sont en hausse et laissent les citoyens dans l'expectative durant cet été bien chaud... Les haricots verts, la carotte et la courgette, sont vendus entre 120 DA à 150 DA le kilo. Quant à la pomme de terre les prix varient entre 45 DA et 50 DA le kilo. Certains spéculateurs n'ont pas trouvé mieux que de justifier ces hausses des prix et légumes durant ce mois d'été en raison des feux de forêts qui, selon eux,



ont affecté pour ne pas dire détruit des hectares de récoltes. Et là, il faut reconnaître que le citoyen est vraiment le plus grand perdant devant cette hausse vertigineuse des prix des fruits et légumes au même moment où la volaille connaît la même progression. Quant au

mouton, il bête bien pour rappeler que son prix est aussi intouchable puisque chez les commerçants détaillants, il est déjà affiché entre 45.000 à 50.000 DA la tête alors que celui de 30.000 DA ressemble à un petit " poulet " ! Sans autre commentaire.

Said B.

HAUSSE DU RENDEMENT DE LA TOMATE INDUSTRIELLE

Les producteurs appellent à promouvoir une industrie de transformation

La filière de la tomate industrielle à Chlef a enregistré, durant cette saison, un bond considérable dans sa production dû à une hausse du rendement à l'hectare estimé entre 850 et 900 q, ainsi qu'une augmentation de la surface exploitée de 600 ha à 1.076 ha actuellement. Face à cette production en hausse, la wilaya de Chlef ne compte qu'une seule unité de transformation privée, qui peine à gérer le surplus de production provoquant le mécontentement des agriculteurs, irrités devant les longues files d'attente et inquiets des dégâts occasionnés à leur production, a-t-on constaté. Cependant des efforts sont consentis par la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, selon le responsable du secteur, Mokhtar Belaid, afin de promouvoir une industrie de transformation et agroalimentaire dans cette région, dont la production prévisionnelle de tomate industrielle, pour la présente campagne, est estimée à 807.000 q, au vu des conditions climatiques régnantes et de la hausse constatée au volet rendement, a-t-il affirmé. Après s'être félicité des indices de production positifs de la filière, il a déploré le problème de transformation posé dans la wilaya, qui ne compte en tout et pour tout qu'une seule unité, accueillant en plus de la production de Chlef, celles d'Aïn Defla et de Relizane. Pour ce responsable, la tension enregistrée sur l'unique unité de transformation de la wilaya est due "à un murissement précoce de la récolte de tomate industrielle, dont le volume de production a dépassé toutes les prévisions, grâce notamment à l'usage des techniques du goût à goût et des engrais, conjuguées aux bonnes

conditions climatiques", a-t-il expliqué. Il a annoncé, en outre, une action de la DSA visant l'organisation de la récolte, ainsi que le recensement des pertes déclarées par les agriculteurs. Selon le chargé du service commercial, Sadek Meriem Khorafa, l'unité de transformation en question a procédé au relèvement de ses capacités par la création d'une deuxième chaîne de production, lui permettant ainsi l'accueil de 1.300 tonnes de tomates/jour, sachant que cette unité a conclu des contrats avec 198 agriculteurs de Chlef, Aïn Defla et Relizane. "Pour éviter un tassement de la production, un programme spécial a été fixé afin de permettre aux fellahs de récolter leurs productions suivant les capacités de transformation de l'usine, les deux s'étant accordés sur une récolte de 12 q/ha/J", a-t-il fait savoir. Néanmoins, les agriculteurs, rencontrés par l'APS dans les files d'attente formées devant l'unité de transformation, ont exprimé leur mécontentement à l'égard de leurs pertes, estimant la tomate non récoltée à 60%. Ils ont également évoqué les désagréments causés aux gros tonnages, dont l'attente dans les files peut aller jusqu'à 48h. Une durée qu'ils assurent suffisante au pourrissement des tomates. "De grandes quantités sont jetées dans les oueds au vu des chaleurs régnantes", ont-ils déploré.

VERS LA CRÉATION D'UNE COOPÉRATIVE DES PRODUCTEURS

Selon le président de l'Association de la tomate rouge, des producteurs de la tomate industrielle, Mohamed Benyamina, des mesures ont été prises afin de gérer cette crise et préserver l'intérêt des producteurs de la filière, par la création

notamment d'une coopérative des producteurs de la tomate industrielle, qui aura pour mission la gestion de ce type de problèmes ainsi que la défense des droits des agriculteurs. Cette même coopérative se chargera, également, a-t-il ajouté, de fixer un programme pour la culture de la tomate de façon à ce que sa récolte ne se fasse pas dans la même période, et ce dans un souci de réduction des files d'attente devant l'unité de transformation. Il s'agira également d'œuvrer à l'encadrement des contrats signés avec les unités de transformation et le développement de la filière en général. S'exprimant sur le surplus de production enregistré et le rejet de grandes quantités de tomates dans les oueds, M. Benyamina, a évoqué "la faiblesse de la capacité d'accueil de l'unité de transformation, qui devait, selon lui, entamer l'accueil du produit depuis juin dernier, afin de réduire les pertes des agriculteurs, qui ont dû abandonner 60 % de leurs récoltes". "Des sorties sur terrain sont actuellement effectuées par la DSA au niveau des exploitations agricoles touchées afin de constater de visu les dégâts occasionnés aux "fellahs", et élaborer un rapport qui sera soumis au ministère de tutelle", a encore fait savoir le responsable du secteur, Mokhtar Belaid, qui a appelé chaque partie à assumer ses responsabilités. La culture de la tomate industrielle à Chlef est essentiellement concentrée dans les régions d'Ouled Ben Abdelkader, Ouled fares, El Karimia et Oued Fodda, avec une surface globale estimée à près de 1.076 ha, dont la production a atteint durant la campagne 2015-2016, 475.000 q.

L. D.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Est-ce possible que les lendemains vont chanter ?

Les puissances régionales ou les régions comme puissances? Nous risquons de n'être ni dans le premier cas ni dans le deuxième. De plus en plus, le monde se régionalise et de plus en plus, la relance de la politique industrielle devient un compromis entre les pays membres. Cela devait être abordé sous cet angle en conciliant la concurrence au sein de chaque région avec l'état d'évolution industrielle de chaque pays dans la mesure où tous les Etats membres ne sont pas au même stade de développement. Cela est vrai pour l'Union européenne, cela est vrai pour des régions d'Asie mais cela ne peut pas être vrai pour les pays du Maghreb, cela ne peut pas non plus être vrai pour les pays arabes. Dans ces deux derniers espaces, cela n'est vrai ni pour l'économie, ni pour la politique extérieure, ni pour la sécurité, ni pour les questions de défense, ni pour la création d'un espace judiciaire commun, sauf s'ils devraient se donner un coup de main pour arrêter des opposants d'un pays réfugiés dans un autre pays. La coopération est solidaire quand il s'agit de sauvegarder des régimes. Et pourtant, si on remonte dans le temps, on trouve un moment où les pouvoirs arabes installés pour toujours avaient produit des discours promettant des rapprochements à inscrire dans un processus irréversible d'union économique (et politique dans toutes les dimensions), ce qui avait entraîné des écrits fleuves dans le monde de la presse et où apparaissait comme réelle la construction d'un ensemble arabe inspiré du modèle de l'Union européenne. Que d'encre, que d'encre et que de salive. L'espace de libre échange ? Le projet a été construit et il y eut même des échanges d'idées et de recommandations, à savoir la traçabilité des produits pour identifier le produit d'origine. Evidemment, tout est resté dans les textes, si bien que les jeunes qui attendaient cette concrétisation pour " y construire " leur avenir n'y croient plus du tout. C'est comme pour cette carte d'identité Maghrébine annoncée par feu Kadhafi après la décision euphorique de création de l'Union Maghrébine lors de la réunion de Zéralda en juin 1988. Depuis, les pouvoirs arabes peuvent bien se réunir, s'embrasser et annoncer des lendemains collectifs économiques qui vont chanter.

N. B.

EN AVRIL 2017

ARTISANAT Une enveloppe destinée à la promotion du secteur

Lors d'une déclaration à la presse à l'issue de l'ouverture du 4^e Salon de l'artisanat organisé par la Chambre de l'artisanat de la wilaya d'Alger, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a affirmé jeudi à Alger, que sept cent quatre-vingt-dix millions de dinars algériens (790 millions DA) ont été débloqués du Fonds de soutien au profit des artisans en vue de promouvoir et améliorer l'artisanat qui contribue à la création de postes d'emploi et à la croissance économique.

Le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'"encourager et de soutenir l'artisanat en fournissant de grands efforts pour la promotion de ce produit traditionnel qui reflète la mémoire et les symboles culturels, civilisationnels et historiques de la nation".

Dans le même ordre d'idées, M. Mermouri a mis en avant "les efforts consentis par les autorités publiques à l'effet de promouvoir le niveau de l'artisanat et des métiers", soulignant que "1553 artisans ont bénéficié d'une formation dans le domaine de gestion et design en vue de promouvoir la qualité du produit et l'adapter aux besoins des clients".

M. Mermouri a indiqué que "741 locaux ont été distribués au profit des artisans à l'échelle nationale afin de faciliter la commercialisation et la production des produits artisanaux" rappelant, en même temps, des problèmes rencontrés par les gens du domaine en matière de commercialisation.

Le ministre a insisté, dans ce contexte, sur la participation des artisans aux différentes expositions internationales en vue de commercialiser et promouvoir le produit artisanal, ajoutant que le ministère compte "mettre en place prochainement des marchés réservés à la vente de ces produits artisanaux".

S'agissant des Algériens qui préfèrent passer leurs vacances hors le pays, le ministre a affirmé que "le citoyen est libre de choisir sa destination touristique cependant, plusieurs hôtels et plages nationaux connaissent une saturation durant cette saison, en dépit, du déséquilibre enregistré entre l'offre et la demande motivé par le manque des centres d'hébergement".

Concernant le tourisme saharien, une commission sectorielle est mise en place au niveau du ministère du Tourisme et de l'Artisanat dans le cadre des préparatifs de cette saison préférée par les touristes notamment les étrangers". Pour sa part, le directeur du tourisme à la wilaya d'Alger, Mansouri Noureddine a fait une présentation détaillée sur les capacités de la wilaya d'Alger en matière de tourisme et d'artisanat, rappelant, par la même occasion, l'ensemble des projets en cours de réalisation notamment l'aménagement des hôtels publics ou la construction de nouveaux hôtels pour renforcer le parc hôtelier d'Alger.

Mourad N.

Le taux de chômage en hausse de 1,8%

Le taux de chômage en Algérie repart à la hausse. Selon l'Office national des statistiques (ONS), le taux de chômage au niveau national a atteint 12,3% en avril 2017 contre 10,5% en septembre 2016, soit une hausse de 1,8%.

En avril dernier, le nombre de la population active a atteint 12,277 millions de personnes contre 12,117 millions en septembre 2016, avec un solde positif de 160.000 personnes.

Cette hausse est due principalement à l'augmentation du volume de la population à la recherche d'un emploi au cours de cette période.

La population active est l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient en chômage.

Sur cette population active, les femmes représentaient 20,6% avec un nombre de 2,524 millions en avril dernier.

Quant à la population occupée (personnes ayant un emploi), elle était estimée à 10,769 millions de personnes en avril 2017 contre 10,845 millions de personnes en septembre 2016, enregistrant un solde négatif de 76.000 personnes par rapport à septembre 2016.

La population en chômage a ainsi atteint 1,508 million de per-

sonnes, soit un taux de chômage de 12,3% au niveau national, en hausse de 1,8 point par rapport à septembre 2016.

Selon l'ONS, des disparités sont observées sur les plans sexe, âge, niveau d'instruction et diplôme obtenu.

A ce propos, l'office indique que le taux de chômage des jeunes de 16-24 ans est de 29,7%.

Il est relevé que l'évolution du taux de chômage selon le diplôme fait ressortir que l'augmentation enregistrée a touché les personnes sans qualification ainsi que les diplômés de la formation professionnelle.

Ainsi, le taux de chômage auprès des personnes sans qualification est passé de 7,7% en septembre 2016 à 10,1% en avril 2017, alors que celui des diplômés de la formation professionnelle est passé de 13% à 14,8% entre les deux périodes de comparaison.

Par contre, le taux de chômage des diplômés universitaires a légèrement reculé passant de 17,7% en septembre 2016 à 17,6% en avril 2017, en baisse de 0,1 point.

PLUS DE 52% DES CHÔMEURS N'ONT AUCUN DIPLÔME

Quant à la répartition des chômeurs selon le diplôme obtenu, il est constaté que 787.000 chômeurs n'ont aucun diplôme, soit



plus de la moitié de l'ensemble de la population en chômage (52,2%).

Les diplômés de la formation professionnelle constituent 24,1% des sans-emploi, tandis que les diplômés de l'enseignement supérieur représentent 23,7% des chômeurs.

Il est observé, par ailleurs, que la baisse du volume de l'emploi entre septembre 2016 et avril 2017 a touché le secteur du BTP avec un solde négatif de 91.000 personnes, ainsi que le com-

merce, les services et l'administration publique (un solde négatif de 84.000).

En revanche, un solde positif a été enregistré pour le secteur de l'agriculture (63.000) et l'industrie (36.000) comparativement à septembre 2016.

L'ONS fait aussi savoir que six (6) chômeurs sur dix (10) en moyenne sont des chômeurs de longue durée, c'est-à-dire que 62,2% cherchent un poste d'emploi depuis une année ou plus.

Hamza B.

DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS FRONTALIÈRES

Une nouvelle stratégie sera mise en place prochainement

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a annoncé que le gouvernement comptait mettre en place une "nouvelle stratégie" de développement des régions frontalières avant la fin de l'année 2017, en vue d'insuffler une nouvelle dynamique à ces régions conformément aux instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. "Le gouvernement prépare une nouvelle stratégie de développement des régions frontalières et des wilayas déléguées, qui sera mise en place avant la fin de l'année 2017, et ce en application des instructions du président de la République pour le développement de ces régions à travers un programme spécial", a indiqué M. Bedoui qui présidait une réunion consacrée à l'évaluation des projets de développement dans la wilaya déléguée d'In Guezzam en présence du wali de Tamanrasset et des secrétaires généraux de plusieurs départements ministériels. Le ministre a précisé que ce programme "concernera tous les domaines de développement local", ajoutant que "tous les moyens matériels et humains seront mobilisés à cet effet".

Le premier responsable du secteur a par ailleurs indiqué que les retards enregistrés dans les projets programmés dans la région sont dus à des "défaillances" de certaines entreprises en charge de la réalisation de ces projets.

Répondant aux préoccupations des élus locaux de la wilaya déléguée concernant la prise en charge des "besoins de la communauté algérienne résidant dans les pays voisins, notamment après la fermeture du Consulat d'Algérie à Gao (Nord du Mali), le ministre a indiqué qu'une "réunion sera orga-

nisée entre les notables de la région et le ministre des Affaires étrangères à l'effet d'examiner la facilitation des procédures administratives en faveur de cette communauté. Après avoir présenté ses excuses à la population d'In Guezzam suite au report de sa visite prévue initialement ce vendredi dans cette wilaya déléguée, en raison des mauvaises conditions météorologiques qui ont empêché l'atterrissage de l'avion à l'aéroport de celle-ci, le ministre a promis de s'y rendre "prochainement".

Concernant le dossier de la migration clandestine, M. Bedoui a indiqué que l'Etat algérien "ne restera pas les bras croisés", arguant que la commission gouvernementale en charge du dossier veille à prendre les mesures nécessaires pour protéger les frontières, en coordination avec les pays voisins. Il a rappelé l'existence de "réseaux criminels qui exploitent les femmes et les enfants des migrants clandestins à des fins de mendicité et autres actes inhumains".

Le ministre a salué par ailleurs la contribution de la population de la région à la protection des frontières, ainsi que les efforts consentis par les services de sécurité à leur tête l'Armée nationale populaire (ANP) pour "la protection des frontières et la sauvegarde de la sécurité et de la stabilité du pays".

PAS DE GEL POUR LES PROGRAMMES LIÉS AUX PRÉOCCUPATIONS DU CITOYEN

D'autre part, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a affirmé qu'il "n'existe aucun gel" des programmes de développement liés aux intérêts et préoccupations quotidiennes du citoyen. "En application des directives du président de la

République, Abdelaziz Bouteflika, il n'existe aucun gel des programmes de développement qui concernent les intérêts et les préoccupations quotidiennes du citoyen, notamment dans le secteur de l'éducation nationale, le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, la formation et l'enseignement professionnels, ainsi que les secteurs de santé, de l'habitat, de l'urbanisme", a déclaré M. Bedoui lors d'une réunion jeudi avec les cadres, les élus et les représentants de la société civile de la wilaya de Tamanrasset en présence des secrétaires généraux de différents départements ministériels.

"Les causes du retard de quelques projets de développement de la wilaya de Tamanrasset sont dus à la bureaucratie et autres, au manque de sérieux et du travail de terrain des responsables chargés de suivre le déroulement de ces projets", a souligné le ministre. Rappelant que sa visite à la wilaya de Tamanrasset et de la wilaya déléguée de Aïn Salah s'inscrit dans le cadre du suivi de l'exécution des programmes de développement et la prise en charge des préoccupations du citoyen, M. Bedoui a réaffirmé qu'en application des directives du président de la République, l'Etat assurera la prise en charge de toutes les victimes des catastrophes naturelles (incendies/inondations).

En réponse à des préoccupations liées au développement de cette wilaya, M. Bedoui a promis de "constituer un comité ministériel de suivi permanent des projets" qui sera composé, a-t-il précisé, des secrétaires généraux des ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales, du Transport et des Travaux publics, de la Santé, de l'Habitat et de l'Environnement".

Salim H.

BOUIRA

Près de 6 400 cartes d'artistes distribuées depuis la création du CNAL

Près de 6 400 cartes d'artistes ont été distribuées aux hommes exerçant dans les métiers des arts et des lettres à travers le pays et ce depuis la création et l'installation en 2012 du Conseil national des arts et des lettres (CNAL), a annoncé à Bouira, le président de cette institution, Abdelkader Daâmèche. Depuis la création du Conseil en 2012, nos commissions ont reçu et examiné 10 594 dossiers dont 8 055 demandes ont été validées. Elles ont également distribué 6 399 cartes pour des artistes de différents métiers, a tenu à préciser M. Daâmèche lors d'une rencontre avec les artistes de la wilaya de Bouira.

Le même responsable a ajouté en outre que des milliers de dossiers incomplets sont en instance, certains en cours d'examen, tandis que plusieurs autres ont été annulés, a-t-il dit.

Au cours de cette réunion qui s'inscrit dans le cadre d'une tournée nationale, le président du CNAL a expliqué à l'assistance qu'il s'agissait de cartes provisoires en attendant l'établissement de cartes électroniques prévues dans les prochains mois.

"Ces cartes actuelles ne sont que des cartes provisoires et nous prévoyons d'établir d'autres cartes électroniques et officielles devant aider davantage l'artiste quel que soit son métier", a assuré M. Daâmèche qui a saisi cette occasion pour remettre aux artistes treize cartes professionnelles.

Par ailleurs, M. Daâmèche a rassuré tous les artistes quant à l'élaboration des lois devant régir tous les métiers des arts et lettres dans toute le territoire national afin d'identifier le cadre juridique de l'artiste.

Le Conseil national des arts et lettres est en train de mener une opération d'assainissement de ce secteur dont l'objectif est de clarifier davantage tous les métiers concernés par les nouvelles lois établies par les pouvoirs publics dans le cadre de la reconnaissance des métiers de l'artiste, a souligné l'intervenant. Ce dernier a qualifié d'important la loi pouvant permettre à l'artiste de bénéficier de la sécurité sociale dont cela n'a pas existé auparavant, a-t-il dit, tout en appelant les artistes à la patience afin de mener ce travail de reconnaissance portant beaucoup d'avantages pour les artistes et les hommes de lettres.

Le CNAL a élaboré d'autres lois visant à améliorer le statut socioprofessionnel de l'artiste. Ces lois devront être adoptées d'ici à la fin 2017 ou début 2018 au niveau de l'Assemblée populaire nationale (APN), a précisé M. Daâmèche. Au cours de la même rencontre, le même responsable a écouté les préoccupations soulevées par les artistes de la wilaya de Bouira, dont plusieurs d'entre eux exercent dans la précarité.

PROGRAMME AADL-2 À SÉTIF

Taux d'avancement appréciable des différents chantiers

Les chantiers de réalisation de logements de type location-vente du programme de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement, AADL-2, dans la wilaya de Sétif enregistrent un taux d'avancement "appréciable", a affirmé le directeur des projets auprès de l'AADL.

Le taux d'avancement des travaux de construction de la première tranche de ce programme, totalisant 6 800 unités réparties sur les deux sites



de Bir N'sa, à l'entrée Est de la wilaya de Sétif (1500+1500 segments), à Tinar (1000+800) unités, ainsi qu'à la ville d'El Eulma (2000 logements) "dépassé actuellement 60%", a précisé à l'APS Mohamed-Rédha Bechiri.

Il a, à ce propos, précisé que le premier lot du chantier de la ville d'El Eulma qui totalise 1 030 logements a atteint 95% de taux d'avancement des travaux et qu'il ne restait que les travaux de raccordement aux réseaux de gaz, d'eau potable et d'assainissement.

Pour le deuxième lot du chantier AADL-2 d'El Eulma englobant 970 segments, le projet est

à 70 % du taux d'avancement, a-t-il ajouté.

M. Bechiri a également souligné que les projets ADDL-2 des deux sites de Bir N'sa affichent un taux d'avancement de 60 et 50%, alors qu'au site de Tinar, le chantier de réalisation de 1000 logements a atteint 50 % de taux d'avancement des travaux et celui de 800 unités affiche 20 %.

La deuxième tranche du programme AADL-2, dans la wilaya de Sétif, a été lancée récemment par le directeur général de l'AADL, Mohamed-Tarek Belaribi, qui avait donné le coup d'envoi du projet de construction de 8.000 unités et avait instruit

les entreprises réalisatrices du méga projet ainsi que les cadres AADL chargés du suivi des travaux, à respecter les délais impartis et de livrer les projets dans 28 mois, délai de réalisation de cette deuxième tranche, a-t-on rappelé.

Avec cette deuxième tranche, le programme AADL-2 de la capitale des Hauts plateaux totalisera 14 600 unités de type location-vente, a-t-on rappelé, soulignant que cette tranche est répartie sur le site de Tinar, au chef-lieu de wilaya, avec 2 900 unités scindées en quatre lots (800+400+1.700+2.000) logements, suivi d'El Eulma (1.500 logements), d'Ain Azal (500 unités), de Salah Bey (600 unités) et de Bir El Arch (500 habitations).

L'AADL de Sétif procédera en "septembre prochain" à la convocation des souscripteurs pour le retrait de l'ordre de versement de la deuxième tranche, a-t-on noté, indiquant que l'opération de distribution de 1.500 logements AADL sera entamée "avant la fin de l'année en cours".

L'opération d'attribution se poursuivra jusqu'au premier semestre de l'année 2018 qui sera "une année de distribution des logements AADL-2 par excellence à Sétif", ont affirmé les responsables chargés de ce programme.

TISSEMSILT

Découverte archéologique au Fort Taza

Des objets en poterie et en céramique ainsi que des pièces de monnaie ont été découverts par une équipe d'archéologues de l'université d'Alger 2 lors d'une seizième opération de fouille au niveau du site archéologique historique du Fort de Taza, situé dans la commune de Bordj-Emir-Abdelkader, dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès du chef de cette mission.

Ces fouilles, effectuées du 3 au 26 juillet, ont donné lieu à la découverte de fragments d'une jarre qui pourrait être entière, d'une pièce en poterie exceptionnelle qui pourrait remonter au moyen âge ou à l'antiquité, deux lampes à huile (antiques) et d'autres fragments de plats en poterie remontant à l'antiquité ainsi que deux pièces en céramique de l'ère islamique moyenne, a indiqué à

l'APS le professeur en archéologie à l'Université d'Alger 2, Azzedine Bouyahiaoui. Deux pièces de monnaies anciennes dont les inscriptions sont illisibles et un quinquet portant des ornements humains et animaux ont également été découverts à la faveur de ces fouilles, a-t-il ajouté. Les objets découverts ont été transférés au Laboratoire archéologique de l'Institut d'Alger 2 pour faire l'objet d'étude scientifique afin de déterminer exactement leurs périodes, a précisé le professeur Bouyahiaoui expliquant que certains objets ont besoin de restauration qui sera assurée par des doctorants.

Les étudiants ayant effectué ces fouilles ont découvert une stratification à l'intérieur du Fort attestant de la chronologie historique

du site, au moins, par rapport aux trois périodes historiques (antique, moyenne et la période d'El Emir Abdelkader), explique le chef de cette mission scientifique.

Entamées depuis 2001, les fouilles du site ont permis la découverte de plusieurs objets archéologiques de valeur, dont des pièces remontant à l'époque des Almohades, notamment des pièces de monnaie, deux lampes en poterie et une autre en céramique datant des 12e et 13e siècles ainsi que des objets en céramique et verre remontant à l'ère romaine.

Le Fort de Taza a été édifié en 1838 par le calife de Miliana, à l'époque de Mohamed Ben Allal, sur ordre de l'Emir Abdelkader, eu égard à l'importance stratégique du site entouré de montagnes, outre sa proximité de villages de la région du Titter (Médéa).

ALGER

Plus de 1 000 individus arrêtés au 1^{er} semestre 2017

Les unités du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'Alger ont arrêté 1043 individus impliqués dans 3080 affaires relevant du droit commun et du crime organisé dont le trafic de drogues et la falsification de billets de banque, a-t-on appris auprès de ce groupement.

"Il s'agit des affaires traitées au cours de cette période et qui relèvent du droit commun (2 822

affaires) et du crime organisé (268), soldées par l'arrestation de 1043 individus", a indiqué la chargée de communication et des relations générales du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger, le lieutenant Souad Ounis lors de sa présentation du bilan du 1^{er} semestre 2017.

Concernant les affaires liées au crime organisé (trafic de drogues et de comprimés psychotropes, falsification de billets de

banque, trafic de véhicules, immigration clandestine), 10.727 kg de kif traité et 7063 de comprimés psychotropes ont été saisis" au cours du même semestre.

S'agissant de la sécurité routière, 370 accidents de la circulation ont été enregistrés au cours du 1^{er} semestre 2017. Ce phénomène a connu une baisse de l'ordre de 34,28 % par rapport à la même période de l'année dernière où 563 accidents ont été

enregistrés, a indiqué la même responsable.

Evocant les causes principales de ces accidents, le facteur humain vient en tête avec 82 %, a-t-elle précisé.

4 339 infractions au Code de la route ont été relevées, 18 875 amendes forfaitaires infligées et 19 288 retraits de permis enregistrés, a ajouté le lieutenant Ounis.

BOURSES

Les places européennes minées par les tensions géopolitiques

Les Bourses européennes ont continué à souffrir jeudi de l'escalade des tensions entre la Corée du Nord et les États-Unis, pesant sur le marché et rendant les investisseurs prudents.



Dernier élément en date, la Corée du Nord a annoncé jeudi qu'elle peaufinait un plan pour tirer quatre missiles de portée intermédiaire vers Guam, territoire américain dans le Pacifique-ouest. Selon Frédéric Rozier, gestionnaire de portefeuille de Mirabaud France, "le stress est en train de revenir et les investisseurs se repositionnent sur les actifs jugés les plus sûrs, comme le marché de la dette et l'or", et s'éloignent des marchés actions jugés plus risqués. "La guerre des mots entre Donald Trump et le pouvoir nord-coréen, principalement via l'agence de presse KNCA, laisse sceptiques les investisseurs. Si personne ne croit vraiment au passage de la rhétorique aux actes, qui ne serait dans l'intérêt ni de Pyongyang ni de Washington, qui sait cependant quels effets peuvent avoir des commentaires mal dosés des uns et des autres", ont souligné les analystes de Aurel BGC. Ce contexte géopolitique tendu a de nouveau fait passer au second plan les indicateurs du jour, comme le recul de la production industrielle française en juin, la hausse de celle du Royaume-Uni ou l'augmentation plus forte que prévu des inscriptions hebdomadaires au chômage aux États-Unis.

L'EUROSTOXX 50 A PERDU 1,01%

La Bourse de Paris a reculé de 0,59%, l'indice CAC 40 perdant

30,47 points à 5.115,23 points, dans un volume d'échanges peu étoffé de 2,9 milliards d'euros. Sur le terrain des valeurs, SFR a bondi de 9,22% à 34,35 euros après que sa maison mère Altice a annoncé avoir franchi à la hausse le seuil de 95% du capital de sa filiale. Le secteur pétrolier s'est maintenu dans le vert: Vallourec a pris 1,74% à 4,63 euros, TechnipFMC 0,20% à 23,02 euros et Total 0,21% à 43,54 euros. PSA a gagné 0,19% à 18,20 euros et BNP Paribas a perdu 0,86% à 66,69 euros après avoir obtenu l'accord de la Commission européenne pour l'acquisition de la filiale financière de General Motors Europe. L'indice FTSE-100 de la Bourse de Londres a perdu 1,44% (108,12 points) en clôture, à 7.389,94 points. Parmi les valeurs financières, Le géant d'actifs Standard Life a perdu 1,98% à 426,80 pence et la banque HSBC 1,94% à 749,40 pence. De même, les valeurs minières ont souffert, à l'image de BHP Billiton (-0,43% à 1.375,50 pence) et Rio Tinto (-1,03% à 3.479,50 pence). Le suisse Glencore, qui a déçu sur le dividende, a perdu 2,46% à 331,45 pence. En revanche, les

spécialistes de l'or ont profité de la hausse du métal précieux dans le contexte de faible prise de risque des marchés. Fresnillo a pris 1,12% à 1.553 pence et Randgold 1,29% à 7.475 pence. L'indice Dax de la Bourse de Francfort a perdu 1,15% à 12.014,30 points et le MDax des valeurs moyennes 1,05% à 24.623,20 points. Sur le Dax, ThyssenKrupp (+0,82% à 25,77 euros) est parvenu à tirer son épingle du jeu grâce à une "performance solide au troisième trimestre". Le groupe de télévision ProSiebenSat.1 a gagné 0,71% à 33,99 euros après un bon deuxième trimestre. Les autres valeurs ont cédé du terrain. BMW a glissé de 0,02% à 80,05 euros. Le groupe Volkswagen a cédé 0,66% à 127,15 euros. Le groupe de produits d'entretien Henkel a souffert à cause de résultats décevants (-4,11% à 114,45 euros). La Bourse de Bruxelles a fini en baisse de 0,55%, le Bel-20 terminant à 3.904,93 points. L'indice a été soutenu par le groupe de technologies Galapagos, qui a bondi de 8,30%, à 67,83 euros, après des progrès dans une recherche. La plupart des valeurs ont terminé dans le rouge, la baisse la plus importante étant enregistrée par le groupe bancaire KBC (-1,90% à 69,36 euros). A Milan, l'indice FTSE Mib a perdu 0,71% à 21.921 points. Campari a réalisé la meilleure performance (+2,01% à 6,1 euros) suivi par Tenaris (+0,67% à 11,98 euros) et Tema (+0,49% à 4,968 euros). En revanche, les bancaires ont connu une séance difficile. Bper Banca a 2,24% à 4,806 euros, Ubi Banca 2,14% à 4,018 euros et UniCredit 2,06% à 17,63 euros. La Bourse de Lisbonne est restée quasiment stable (+0,01% à 5.252,71 points, tirée par le groupe diversifié Sonae qui a gagné 1,45% à 0,97 euro. Parmi les bonnes performances, le groupe de télé-

communications NOS a progressé de 1,02% à 5,52 euros et la banque BCP a grignoté 0,64% à 0,23 euro. En revanche, la holding de télécommunication Pharol a reculé de 2,11% à 0,32 euro et le producteur de liège Amorim de 1,20% à 11,13 euros. La Bourse de Madrid a fini en baisse de 1,38% à 10.450,0 points, tirée vers le bas par les valeurs bancaires. Bankia a perdu 2,35% à 4,16 euros, et Banco Santander 2,30%, à 5,60 euros. Le fabricant d'éoliennes Siemens-Gamesa a été le grand perdant (-2,83% à 13,04 euros). Seul le groupe de communications Mediaset était en légère hausse (+0,23% à 10,67 euros). L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a lâché 0,87% en clôture à 523,23 points.

A la baisse, le groupe pétrolier et gazier SBM a perdu 3,63% à 14,46 euros et le géant pétrolier Shell 2,26% à 23,95 euros. A la hausse, le groupe de technologies Galapagos a grimpé de 8,30% à 67,83 euros et l'assureur Aegon a pris 5,30% à 5,10 euros.

WALL STREET PLOMBÉE PAR LA CRISE NORD-CORÉENNE

La Bourse de New York a fini en baisse pour la troisième séance de suite jeudi, pâtissant une nouvelle fois du regain de tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord, une situation qui incite les investisseurs à se replier sur les valeurs refuge que sont les emprunts d'Etat et l'or. L'indice Dow Jones, qui avait enchaîné lundi un neuvième record de clôture de suite, a perdu 0,93%, soit 204,69 points, à 21.844,01. Le S&P-500, plus large, a perdu 35,81 points, soit 1,45%, à 2.438,21. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 135,46 points (-2,13%) à 6.216,87. Le S&P 500 est à ce stade en repli de 1,56% sur la semaine, s'acheminant vers son recul hebdomadaire le plus marqué depuis la semaine qui a précédé l'élection présidentielle américaine du 8 novembre.

L'escalade verbale entre les États-Unis et la Corée du Nord est encore montée d'un cran dans la journée, Pyongyang disant que seule la force pouvait fonctionner avec un président américain "dépourvu de raison" et dont les propos ne sont qu'"un tas d'inepties". Donald Trump a promis "le feu et la fureur" en cas de nouvelles menaces de la part de Pyongyang et vantant la puissance de l'arsenal nucléaire américain, tandis que la Corée du Nord a annoncé l'élaboration d'ici mi-août d'un plan de "tir simultané" de quatre missiles de portée intermédiaire à 30 à 40 km de l'île de Guam. "Les inter-

venants de marché cherchent n'importe quelle raison pour une réinitialisation. Celle-ci a déclenchée par les inquiétudes géopolitiques autour de la Corée du Nord et les niveaux de valorisation élevés", note Peter Kenny, chargé de la stratégie marchés chez Global Markets Advisory Group. L'indice de volatilité VIX du CBOE, surnommé "l'indice de la peur" de Wall Street, a bondi de 44,4% à 16,04 points, soit son niveau le plus élevé depuis le 8 novembre. Les indicateurs macro-économiques du jour n'ont pas apporté de soutien à la cote, avec d'un côté une hausse inattendue des inscriptions hebdomadaires au chômage et, de l'autre, la plus forte baisse des prix à la production depuis près d'un an.

APPLE, PLUS FORTE BAISSÉ DU DOW JONES


Face au yen, autre valeur refuge par excellence, le dollar a perdu 0,8% pour tomber à un creux de huit semaines. Le franc suisse a également continué de monter. Les cours du pétrole ont de leur côté cédé 2%, toujours sous le coup des inquiétudes des courtiers de voir le marché de l'or noir rester durablement saturé. La chaîne de grands magasins Macy's a fait état dans la journée d'un bénéfice supérieur aux attentes, le groupe ayant continué de fermer des magasins et de réduire ses stocks dans un contexte difficile pour le secteur de la distribution aux États-Unis. Son concurrent Kohl's a également annoncé un bénéfice meilleur qu'attendu. Mais leurs titres ont respectivement plongé de 10,3%, plus forte baisse du S&P 500, et de 5,8%, quatrième repli le plus prononcé de l'indice. Ce recul s'explique essentiellement par une nouvelle baisse des ventes à magasins constants annoncée par les deux groupes, une évolution qui fait dire aux investisseurs que la reprise de leur activité n'est pas pour tout de suite. Les résultats de détaillants sont suivis de près par les intervenants de marché, qui se demandent s'ils vont réussir à trouver une stratégie permettant de contrer la croissance du géant du commerce en ligne Amazon.com. Seul trois composants du Dow Jones ont terminé dans le vert, McDonald's (+1,10%), Coca-Cola (+0,33%) et IBM (+0,05%). Apple (-3,19%) et Goldman Sachs (-2,39%) ont subi les deux plus fortes baisses de l'indice, entraînant dans leur sillage leurs indices sectoriels, avec un recul de 2,18% pour le compartiment technologique et de 1,76% pour les valeurs financières, plus mauvaises performances du jour.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 9 AOÛT 2017

BILLET DE BANQUE	ACHAT	VENTE
US DOLLAR 1 USD	109.6348	109.6498
EURO 1 EUR	128.5029	128.5534
POUND STERLING 1 GBP	142.6608	142.7174
JAPAN YEN 100 JPY	99.8132	99.8632
YUAN HONG KONG 1 CNH	16.3813	16.3842
SWISS FRANC 100 CHF	11364.6522	11367.3854
CANADIAN DOLLAR 1 CAD	86.4287	86.4473
DANISH KRONA 100 DKK	1730.4838	1730.9938
SWEDISH KRONA 100 SEK	1339.7382	1340.4129
NORWEGIAN KRONA 100 NOK	1378.4472	1379.3295
ARAB EMIRAT DIRHAM 1 AED	29.8472	29.8546
SAUDI RIYAL 1 SAR	29.2320	29.2392
KUWAIT DINAR 1 KWD	362.7529	363.5242
TUNISIAN DINAR 1 TND	45.8417	46.3024
MOROCCAN DIRHAM 1 MAD	11.5683	11.6394

Séance de cotation des valeurs mobilières du 09 AOÛT 2017

	Alliance Assurance	420,00	Capitalisation boursière
	EGH El Aurassi	520,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	665,00	Indice boursier théorique
	NCA-Rouiba	320,00	1 209,918

GAMBIE

Un audit met au jour plus de 3000 fonctionnaires fantômes

Entre les mois de mars et mai de cette année, le nouveau gouvernement gambien a effectué un audit au sein de ses fonctionnaires, et également, chose inédite, au sein de ses forces de sécurité.

Au total, un peu plus de 3 000 travailleurs fantômes ont été recensés lors de cet audit. Des Gambiens payés jusqu'à présent pour travailler dans les ministères, dans les institutions publiques, dans l'armée ou encore au sein des services de renseignements. Mais qui ne se trouvaient en fait jamais à leur poste. C'est un nombre record puisque lors du dernier exercice de ce type, en 2012, qui n'incluait pas les forces de sécurité, seuls 700 faux travailleurs avaient été détectés.

DEUX MILLIONS D'EUROS D'ÉCONOMIE

Ce chiffre peut s'expliquer de deux façons, selon Demba Jawo, le ministre de l'Information et de la Communication : " En 2007, il y avait juste un peu plus de 28 000 personnes employées dans ces institutions. Et si l'on regarde en janvier 2017, il y en avait plus de 40 000, analyse-t-il. Donc vous voyez, il y a une grosse différence, et il est probable qu'à l'époque, sous le précédent régime, des gens étaient embauchés et payés par l'Etat sans avoir besoin de travailler pour lui. De plus après la crise et l'élection qui a vu perdre Yahya Jammeh, quand ce dernier est parti en exil, certains membres des forces de sécurité sont partis avec lui et d'autres ont quitté leur poste et ont disparu. " En mettant fin au paiement de ces salaires, l'Etat devrait économiser plus de 2 millions d'euros (125 millions de dalasis) par an. Une somme non négligeable alors que le gouvernement cherche par tous les moyens à réduire la dette du pays qui équivaut à 120% du PIB gambien.

COLLISION DE DEUX TRAINS EN EGYPTÉ

Le bilan s'alourdit à 40 morts

Au moins 40 personnes sont mortes dans la collision de deux trains près d'Alexandrie, où les secours ont dégagé samedi la voie ferrée vers cette ville du nord de l'Égypte, selon un nouveau bilan officiel.



Toute la nuit, à la lumière des projecteurs, les sauveteurs ont fouillé dans les carcasses des wagons à la recherche de victimes après l'un des plus graves accidents de train survenu en Égypte, selon des journalistes de l'AFP sur place. Certains ont utilisé la lumière de leur téléphone portable pour se guider.

Selon le porte-parole du ministère de la Santé, Khaled Moujahed, "jusqu'à tard vendredi soir, 40 morts ont été dénombrés". Il a également fait état de 123 blessés. Mais le bilan risque de s'alourdir, selon les médias égyptiens. Durant des heures, les ambulances ont effectué des rotations pour emmener les blessés, allongés dans un champ le long du train, vers les hôpitaux d'Alexandrie.

Le drame s'est produit vendredi après-midi, à l'entrée de la métropole d'Alexandrie quand un train a percuté l'arrière d'un autre, arrêté sur la voie en raison vraisemblablement d'une panne, selon l'Autorité des chemins de fer.

Les deux trains se dirigeaient vers Alexandrie, l'un depuis Le Caire, l'autre depuis Port Saïd, dans l'est du pays.

En raison du choc violent, plusieurs wagons ont déraillé dans un champ et d'autres se sont encastrés les uns dans les autres. Les secours ont dû employer deux grues pour réussir à détacher les amas de tôles emmêlés. Des ouvriers ont réussi samedi à dégager le tronçon de voie ferrée très fréquenté car il permet de rejoindre la grande métropole d'Alexandrie

sur les bords de la Méditerranée depuis la capitale égyptienne.

Ils sont parvenus à l'aide des grues à soulever quatre wagons qui bloquaient la voie qui a été rouverte.

ENQUÊTE

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a exprimé ses condoléances aux familles des victimes et ordonné l'ouverture d'une enquête afin que les responsables de l'accident "rendent des comptes", a indiqué la présidence.

L'Égypte connaît régulièrement de graves accidents routiers ou ferroviaires dus à une circulation anarchique, des véhicules vétustes, des routes et des voies ferrées mal entretenues et peu surveillées.

Les Égyptiens reprochent

depuis longtemps au gouvernement de ne pas avoir réussi à réduire les accidents de transports et les problèmes d'infrastructures.

L'accident ferroviaire de vendredi est le plus meurtrier depuis la collision en 2012 entre un bus scolaire et un train à un passage à niveau dans la province d'Assiout (centre) qui avait fait 47 morts. En novembre 2013, une collision entre un train et un bus au sud du Caire avait fait 27 morts. La plupart des personnes décédées revenaient d'un mariage.

La tragédie ferroviaire la plus meurtrière dans l'histoire de l'Égypte s'est produite en 2002, quand un incendie survenu dans un train a fait 373 morts à une quarantaine de kilomètres au sud du Caire.

KENYA

Au moins trois morts au lendemain de la réélection de Kenyatta

Le Kenya s'est réveillé hier matin dans l'expectative, ne sachant trop si les violences, qui ont fait au moins trois morts depuis l'annonce vendredi soir de la réélection du président Uhuru Kenyatta, allaient ou non prendre de l'ampleur. Sitôt la proclamation par la Commission électorale (IEBC) vendredi soir de la réélection de M. Kenyatta, 55 ans, pour un second mandat de cinq ans, des violences ont éclaté dans les bastions de l'opposition, qui a dénoncé "une mascarade" électorale. Persuadés que la victoire leur a une nouvelle fois été volée, ses supporters ont laissé éclater leur colère dans l'ouest du pays et dans plusieurs bidonvilles de Nairobi, tels Kibera, Mathare ou Kawangware. Au moins trois personnes, dont un enfant, ont été tuées depuis vendredi soir. A Kisumu (ouest), "nous avons une personne tuée et quatre autres admises à l'hôpital avec des blessures par balle", a déclaré à l'AFP le Dr Ojwang Lusi, responsable de la santé pour le comté. "Nous ne savons pas pourquoi la police a tiré", a déploré Truphena Achieng, dont le frère a été blessé. Dans le comté voisin de Siaya, un haut responsable policier a confirmé la mort d'une personne: "Nous n'avons pas réussi à récupérer le corps de ce chauffeur de taxi-moto à cause de la résistance des manifestants" sur place. A Nairobi, dans le bidonville de Mathare, c'est un enfant de 9 ans qui a été tué par balle samedi matin alors qu'il se trouvait sur un balcon au quatrième étage d'un immeuble, a rapporté un journaliste de l'AFP sur place. Médecins sans frontières (MSF) a par ailleurs annoncé avoir traité 19 blessés depuis vendredi soir dans ce même bidonville. Selon un décompte de l'AFP, les violences liées à l'élection ont fait au moins 9 morts depuis mercredi dans ce pays de quelque 48 millions d'habitants. Des troubles ont repris samedi matin à Kisumu et dans ses environs, où les manifestants ont bloqué plusieurs axes routiers. A Kibera, des jeunes ont également commencé à allumer des feux et bloquer des rues dans la matinée, avant d'être pourchassés par la police. La même scène a été observée à Mathare par un journaliste de l'AFP.

particulier Jubilee. Crédité de 54,27% des voix, M. Kenyatta, au pouvoir depuis 2013, avait tenu vendredi soir la main à son principal rival Raila Odinga (44,74%), dans une adresse à la Nation. "Nous devons travailler ensemble (...) nous devons ensemble faire grandir ce pays", avait-il lancé, appelant l'opposition à ne pas "recourir à la violence". Il y a dix ans, plus de 1.100 personnes avaient été tuées et 600.000 déplacées en deux mois de violences post-électorales, les pires depuis l'indépendance en 1963, après la réélection fin décembre 2007 de Mwai Kibaki, déjà contestée par M. Odinga. Ce souvenir ne signifie cependant pas forcément que le pays se dirige dans la même direction. Même si elles remettent en lumière de vieilles divisions tribales, les violences sont pour l'instant circonscrites aux bastions de l'opposition. Le contexte politique est également différent. L'essentiel des violences avaient alors opposé les Kikuyu de M. Kenyatta aux Kalenjin. Or ces deux ethnies sont désormais alliées, le vice-président William Ruto étant un Kalenjin.

DES VIOLENCES CIRCONSCRITES

Dans la nuit, des opposants en colère avaient pillé dans Kibera des commerces appartenant d'après eux à des sympathisants du pouvoir, selon un photographe de l'AFP, qui avait aussi vu la police tirer des coups de feu en direction des émeutiers. Après l'officialisation de la victoire de M. Kenyatta, des scènes de liesse avaient été observées dans les zones fidèles à son

particulier Jubilee. Crédité de 54,27% des voix, M. Kenyatta, au pouvoir depuis 2013, avait tenu vendredi soir la main à son principal rival Raila Odinga (44,74%), dans une adresse à la Nation. "Nous devons travailler ensemble (...) nous devons ensemble faire grandir ce pays", avait-il lancé, appelant l'opposition à ne pas "recourir à la violence". Il y a dix ans, plus de 1.100 personnes avaient été tuées et 600.000 déplacées en deux mois de violences post-électorales, les pires depuis l'indépendance en 1963, après la réélection fin décembre 2007 de Mwai Kibaki, déjà contestée par M. Odinga. Ce souvenir ne signifie cependant pas forcément que le pays se dirige dans la même direction. Même si elles remettent en lumière de vieilles divisions tribales, les violences sont pour l'instant circonscrites aux bastions de l'opposition. Le contexte politique est également différent. L'essentiel des violences avaient alors opposé les Kikuyu de M. Kenyatta aux Kalenjin. Or ces deux ethnies sont désormais alliées, le vice-président William Ruto étant un Kalenjin.

L'OPPOSITION S'EN REMET AU PEUPLE

Reste que l'opposition dénonce des élections entachées de fraudes massives.

"Je pense que tout ça relève d'une mascarade totale, c'est un désastre", avait déclaré vendredi James Orenge, l'un de ses principaux leaders. L'opposition a écarté l'éventualité d'un recours en justice alors qu'en 2013, M. Odinga avait saisi la Cour suprême, en vain, pour contester la victoire de M. Kenyatta. La Nasa a préféré s'en remettre au "peuple" sans explicitement lui demander de descendre dans la rue. M. Odinga est resté silencieux depuis l'annonce des résultats et ses premières déclarations pourraient décider de l'avenir de la contestation. Jeudi soir, M. Odinga, 72 ans, qui jouit d'une influence énorme sur sa communauté Luo, avait appelé au calme, non sans prévenir: "Je ne contrôle personne. Les gens veulent la justice". Les pressions internationales seront certainement intenses dans les jours à venir sur celui qui vient d'essayer une nouvelle défaite historique pour sa famille. Son père, Jaramogi Oginga Odinga, avait été brièvement vice-président, avant de perdre la lutte post-indépendance pour le pouvoir au profit du premier chef d'État Jomo Kenyatta, père d'Uhuru. Le retour au calme dépendra aussi de la réponse policière face aux violences. Human Rights Watch a appelé les forces de sécurité "à faire baisser et non augmenter la violence".

ADECCO

Les investisseurs en colère à cause des résultats

Adecco a enregistré au 2e trimestre des résultats globalement en hausse, mais inférieurs aux attentes du marché. La croissance organique est ressortie à l'extrémité inférieure de la fourchette des prévisions, et le bénéfice net ne s'est maintenu que grâce à l'amélioration du résultat financier et à la baisse des charges fiscales. Les investisseurs, qui s'attendaient à mieux au vu des meilleurs résultats de la concurrence, ont lourdement sanctionné le titre du numéro un mondial de l'intérim.



exceptionnels, a grappillé 1% à 288 mio, pour une marge correspondante de 4,8%, en repli de 20 points de base (pb), en raison du calendrier "moins favorable" au niveau des jours fériés pendant le trimestre sous revue.

Cadre politique primordial
Le bénéfice net après minoritaires s'est enrobé de 1% à 192 mio EUR. En conférence de presse, le directeur général (CEO) Alain Dehaze a évoqué une performance équilibrée entre les différentes régions, et a souligné l'importance du cadre politique dans l'évolution des activités du groupe.

Si la plupart des chiffres sont en progression, la copie trimestrielle rendue par Adecco s'est

inscrite dans le bas de la fourchette des prévisions des analystes sollicités par AWP et a clairement raté le coche au niveau du bénéfice net, attendu entre 194 et 195 mio EUR.

Sur l'ensemble du 1er semestre, les recettes ont progressé de 6%, à 11,7 mrd EUR, et le bénéfice net attribuable aux actionnaires de 10%, à 368 mio.

En France, le chiffre d'affaires trimestriel, qui représente près d'un quart de celui du groupe (23%), a connu une croissance soutenue (+9%) pour s'établir à 1,37 mrd EUR. La rentabilité dans l'Hexagone s'est également améliorée, avec un Ebita à 89 mio, pour une marge afférente de 6,6%, en progression de 40 pb.

Le CEO a affiché sa confiance après l'élection à la présidence d'Emmanuel Macron, dont le gouvernement présentera en septembre les détails de sa réforme du marché du travail. "La France a besoin d'un marché du travail plus flexible et moins réglementé pour que l'économie puisse croître", a affirmé le patron d'Adecco.

Dans la région Amérique du nord, Royaume-Uni et Irlande, les recettes cumulées des deux unités General et Professional Staffing ont légèrement reculé, à 1,67 mrd EUR. En raison du Brexit, le degré d'incertitude reste élevé chez les banques, alors que les pouvoirs publics essayent de faire un maximum d'économies, a expliqué M. Dehaze, signalant cependant un regain de demande dans d'autres secteurs.

La croissance la plus forte a été enregistrée en Italie, où les revenus ont bondi d'un quart à 468 mio EUR. Dans la région Benelux et Scandinavie, elle est ressortie à 8% à 512 mio.

Dach plombés par les fériés
L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse (DACH) au contraire ont vu leurs recettes reculer de 4% à 531 mio EUR, tandis que la marge Ebita a fondu à 2,0%, contre 5,7% un an plus tôt. Un repli à mettre sur le compte de l'effet des jours fériés, a expliqué le directeur financier (CFO) Hans Ploos van Amstel. Corrigée de cet effet, la rentabilité a été stable, a-t-il assuré.

Pour la suite de l'exercice, la direction évoque une croissance organique ajustée "similaire à celle de juin" (6%). Interrogés sur la marche des affaires, les responsables du groupe n'ont pas voulu s'aventurer sur le terrain des objectifs chiffrés. "Mais au vu de la situation actuelle, il n'y a aucune raison pour que l'évolution de la croissance ne se poursuive pas", a affirmé le CEO.

La communauté financière ne cache pas sa déception face à l'évolution de la croissance organique, nettement inférieure aux 6,3% attendus par le consensus. Au vu des performances publiées par les rivaux Manpower et Randstad, les analystes avaient tablé sur des chiffres nettement meilleurs de la part d'Adecco.

Ils se montrent en revanche plus indulgents pour ce qui est des marges. La Banque cantonale de Zurich (ZKB) les juge "meilleures que la concurrence", tandis qu'UBS qualifie de "bon" le contrôle des coûts.

"Un peu plus faible qu'attendu mais loin d'un grand écart", résume Baader Helvea, qui confirme sa recommandation d'achat (buy).

Les investisseurs, eux, ne l'ont pas entendu de cette oreille et l'ont fait savoir en se détournant massivement du titre. Sur la journée de jeudi, la nominative Adecco a abandonné 6,4% à 69,40 CHF, pour terminer lanterne rouge d'un SMI en retrait de 0,86%.

GLENCCORE

On profite de la croissance dans le secteur des véhicules électriques

Le géant des matières premières Glencore a rebondi au premier semestre, affichant un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 2,45 mrd USD, après une perte nette de 369 mio un an plus tôt. La direction du groupe zougais s'est déclarée jeudi optimiste de pouvoir profiter de la croissance dans le secteur des véhicules électriques et des systèmes de stockage d'énergie qui va se traduire par une demande accrue de certaines matières premières. "Sans être un expert sur le sujet, il suffit de voir ce que d'autres investissent dans ce segment pour s'assurer de son potentiel", a illustré en conférence téléphonique le directeur général (CEO) Ivan Glasenberg. Cuivre, nickel et cobalt notamment devraient bénéficier d'une demande soutenue. Le résultat avant impôts s'est inscrit à 2,87 mrd USD, après une perte de 698 mio au premier semestre 2016, a précisé Glencore dans son rapport d'étape. Le chiffre d'affaires du mastodonte de Baar a bondi de 44,5% à 100,3 mrd, déduction faite des participations de tiers dans des coentreprises ou des consortiums. Les revenus des activités d'extraction ont bondi de plus d'un quart à 17,97 mrd USD et ceux du négoce d'un tiers à 90,06 mrd USD. En termes de rentabilité, l'excédent brut d'exploitation (Ebitda) ajusté du segment industriel a été presque multiplié par deux à 5,28 mrd USD, tandis que celui du négoce a progressé de 11,0% à 1,46 mrd USD. La progression de la rentabilité du segment industriel est largement attribuée au rebond des prix des matières premières depuis la seconde moitié de l'an dernier, ainsi que dans une moindre mesure par la disci-

pline observée en matière de dépenses. Publiée fin juillet, l'extraction de cuivre a ralenti de 9% à 642'900 tonnes entre janvier et juin. Le groupe a expliqué cet affaiblissement par une variation dans ses processus d'extraction ainsi que par l'arrivée en fin de cycle du site argentin d'Alumbraera notamment. Autre source de revenus importante pour Glencore, les volumes de charbon extraits ont progressé de 4% pour s'établir à 61,1 millions de tonnes. Revenant sur les remaniements du vaste portefeuille de la société, M. Glasenberg a précisé que la coentreprise récemment dévoilée dans le charbon en Australie doit voir le jour dans les six prochains mois. La cession d'une part de 51% dans le stockage et l'acheminement de pétrole à HNA doit pour sa part arriver à terme avant la fin de l'année. "Nous avons identifié de nombreuses opportunités d'acquisition ces derniers temps, mais avons observé une certaine retenue afin de maintenir notre ratio d'endettement net/Ebitda à un niveau raisonnable", a reconnu le patron sud-africain. Le groupe souhaite notamment renforcer sa présence dans le segment agricole en Amérique du Nord, aux côtés de ses partenaires canadiens. Gourmandes en capitaux, les ouvertures de nouveaux sites demeurent à proscrire dans l'immédiat. M. Glasenberg n'a toutefois pas exclu de lancer de nouveaux projets de ce type dans les prochaines années, en cas de pénurie d'alternatives telles que des extensions de capacités ou des acquisitions.

FARDEAU DE LA DETTE ALLÉGÉ

Le ratio d'endettement net/Ebitda s'éta-

blissait fin juin à moins de 1,1x, contre 2,9x douze mois plus tôt et loin en dessous de la limite de 2x adoptée par l'entreprise. Le fardeau de la dette a été allégé de 1,6 mrd USD sur six mois à 13,9 mrd USD. Mi-2016, ce montant atteignait encore 23,6 mrd USD. Aux prix courants, la société prévoit de générer un flux de trésorerie disponible de 7,1 mrd USD sur l'ensemble de l'année. L'Ebitda ajusté doit s'établir à 15 mrd, après 6,7 mrd au premier semestre. Après avoir réglé un demi-milliard de dollars à ses actionnaires en mai, le conseil d'administration compte leur verser un second demi-milliard le mois prochain, conformément à ses engagements. Le montant du dividende pour l'année en cours sera déterminé en février prochain, sur la base du flux de trésorerie annuel. En plus d'un nouveau milliard, les actionnaires pourront se partager au moins un quart du flux de trésorerie généré par les activités industrielles. L'organe de surveillance se réserve la possibilité d'effoquer encore leur rémunération au mois d'août, au moment de la présentation de la performance à mi-parcours. UBS salue une performance conforme à ses projections, qui positionne Glencore de manière favorable pour l'avenir. La banque aux trois clés estime par ailleurs que les perspectives brossées par la direction pour l'ensemble de l'exercice demeurent prudentes. Credit Suisse pour sa part rappelle que le relèvement des ambitions était déjà connu depuis la présentation en juillet du rapport de production. Sur la journée de jeudi, la cotation primaire de Glencore à Londres a abandonné 2,6% à 331,45 GBp, dans un FTSE-100 en recul de 1,44%.

HORLOGERIE

Une croissance à deux chiffres souhaitée par LVMH au 2T

Les ventes des marques de LVMH en horlogerie pourraient à nouveau afficher une croissance à deux chiffres au deuxième semestre 2017, a déclaré jeudi à Reuters Jean-Claude Biver, président de la division montres du groupe de luxe français. Et ce malgré un effet de base défavorable.

Les ventes de montres et de joaillerie de LVMH ont grimpé de 13% au premier semestre, surperformant celles des concurrents que sont Swatch Group et Richemont. "Nous pensons être en mesure de maintenir notre rythme même si les comparatifs seront moins favorables au second semestre", a dit Jean-Claude Biver dans un courriel.

La deuxième partie de l'année s'annonce plus délicate pour les résultats financiers de LVMH, car le rebond du marché du luxe a commencé au deuxième semestre 2016.

Jean-Claude Biver, qui est aussi directeur général de TAG Heuer, a déclaré que la seconde génération de la montre connectée de la marque de luxe, lancée en mars, était devenue le modèle le plus vendu de l'horloger de La Chaux-de-Fonds.

MAROC

La mort d'un manifestant complique la situation

La situation s'est de nouveau tendue dans la ville d'Al-Hoceïma, épice de contestation dans la région marocaine du Rif (nord), où les appels à manifester se multiplient après la mort d'un manifestant qui a succombé mardi à ses blessures graves causées suite à des heurts avec la police lors d'une manifestation dans cette ville. "La crise du Rif revient à zéro", résume vendredi le quotidien arabophone Akhbar Al Yaoum, qui fait état de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre. Au cœur des crispations, le décès mardi d'Imad Atabi, qui était plongé dans le coma depuis sa blessure à la tête le 20 juillet, lors d'affrontements dans la ville d'Al-Hoceïma. Qualifié de "martyr" par les membres du "Hirak", nom donné localement au mouvement de contestation, et par des associations de défense des droits de l'Homme, il est le premier manifestant mort suite à des heurts avec les forces de l'ordre depuis que les protestations ont débuté en octobre dernier. Les manifestants dénoncent la "marginalisation" de leur région.

Ses funérailles se sont déroulées mercredi dans une "ambiance électrique", laissant place à un sit-in et des affrontements entre police et manifestants", a rapporté le site du magazine marocain TelQuel.

Des membres du "Hirak" ont appelé à une manifestation vendredi soir à Al-Hoceïma, à la mémoire du manifestant décédé, alors que de nouvelles arrestations dans les rangs du mouvement ont été enregistrées.

"Le +Hirak+ a désormais un martyr, un leader, des détenus, des symboles et un cahier revendicatif", décrypte vendredi le journal Akhbar Al Yaoum, qui évoque un "sentiment d'injustice" pour cette région. Depuis plus de huit mois, le Maroc vit au rythme du Hirak du Rif, le mouvement de contestation populaire et sociale enclenché à la suite du décès tragique de Mohcine Fikri, marchand de poissons broyé par un camion-benne en octobre 2016 à Al Hoceïma en essayant de récupérer sa marchandise saisie par la police. Mercredi, un ancien ministre marocain, l'économiste Saïd Saïdi a indiqué que le Maroc risque de s'installer dans "une instabilité sociopolitique" dont les conséquences seront "dommageables" pour l'avenir, soulignant que la persistance du mouvement "Hirak" en dit long sur les faiblesses structurelles dont souffre le royaume et qui provoquent régulièrement des protestations dans différentes villes et localités du pays. Cet ancien cadre du Parti du progrès et du socialisme (PPS), dont il a démissionné en 2014, a expliqué également que "la reprise des contestations populaires qu'illustre le Hirak du Rif révèle également une crise de l'intermédiation politique traditionnelle et trahit la forte concentration des pouvoirs autour du Palais", relevant à ce sujet, que "l'ancien chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, a confié dernièrement au quotidien Akhbar Al Yaoum ne pas avoir été associé à la conception du projet Al Hoceïma, phare de la Méditerranée (lancé en octobre 2015), dont la non-réalisation a attisé les tensions sociales dans le Rif."

APRÈS CINQ JOURS DE BLOCAGE AU LARGE DE LA TUNISIE

Le C-Star repart sans accepter l'aide d'une ONG

Le C-Star, un navire affrété par des militants anti-migrants en Méditerranée à nouveau à l'arrêt vendredi, est reparti par ses propres moyens, sans accepter l'aide d'une ONG qui a affirmé avoir été chargée de lui porter assistance.

Un porte-parole des militants du C-Star a expliqué que le bateau, tout juste reparti après cinq jours de blocage en face de la Tunisie, avait simplement arrêté ses moteurs pour résoudre un problème technique, ce qui a provoqué une procédure d'information des bateaux navigant dans les environs mais sans appel à l'aide. Il n'a pas été possible de joindre les gardes-côtes italiens pour confirmer s'ils avaient bel et bien demandé au navire de Sea-Eye, une ONG allemande, d'aller proposer son aide.

Le président de Sea-Eye, Michael Buschheuer, a assuré sur Facebook avoir été informé des difficultés du "navire nazi" et a souligné que l'aide aux personnes en détresse était un devoir pour tous les navigateurs, "indépendamment de leur origine, couleur de peau, religion ou convictions".



Le Sea-Eye s'est dérouteré en direction du C-Star, mais lors d'un contact radio, le second a assuré ne pas avoir besoin d'aide et le premier a donc repris sa route.

Bloqués depuis dimanche au large de la Tunisie, où des pêcheurs et un puissant syndicat s'opposaient à leur ravitaillement, les militants du C-Star étaient sortis jeudi soir de leur silence. "Notre bateau à été ravitaillé, tout va bien, il retourne sur zone", a lancé Clément Galand, militant français à bord, dans un message à l'AFP dans la nuit de jeudi à vendredi.

DISPARU DES RADARS

Mais en début de matinée, le C-Star a mis ses moteurs à l'arrêt le temps de régler "un problème technique mineur" dans

la perspective de navigation proche d'autres embarcations dans la zone de secours au large de la Libye. Le problème a été réglé directement à bord et le navire est reparti, a précisé M. Galand vendredi soir.

Dans le même temps, le C-Star, disparu des radars depuis mercredi, est réapparu sur les sites de suivi de trafic maritime, qui le montraient navigant au large de Zouara, dans l'ouest de la Libye.

Le C-Star, un navire de 40 mètres qui bat pavillon mongol, a été loué à Djibouti par le groupe d'extrême droite français "Génération identitaire".

Il a rencontré des difficultés avec les autorités au canal de Suez en Egypte et lors d'un premier ravitaillement à Chypre, où il a été soupçonné d'aide à l'immigration clandestine quand

des membres d'équipage ont demandé l'asile. A bord, des militants allemands, français, italien et autrichien, financés grâce à appel aux dons sur internet qui a récolté plus de 212.000 dollars (180.000 euros) depuis mi-mai, entendent s'assurer que les migrants secourus dans les eaux internationales au large de la Libye soient reconduits en Afrique.

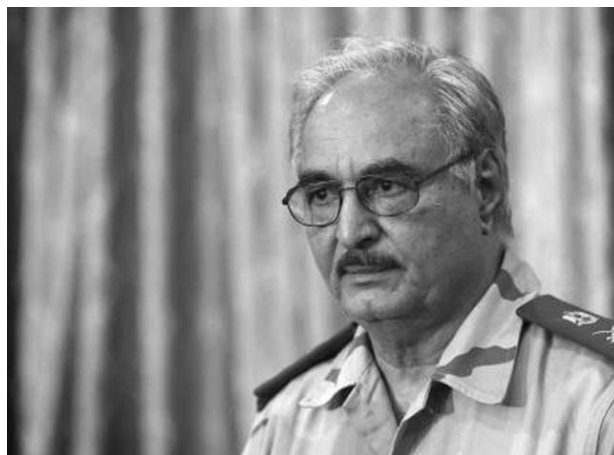
La semaine dernière, ils ont appelé deux navires d'ONG présents au large de la Libye à quitter la zone. "Vous agissez comme un facteur incitatif pour les trafiquants d'êtres humains", ont-ils dénoncé par radio. Un message similaire à celui transmis jeudi par la marine libyenne, qui a interdit tout navire étranger non autorisé dans une zone de recherches et de secours au large de ses côtes.

LIBYE

Haftar attendu à Moscou

L'homme fort de l'Est libyen, Khalifa Haftar, été attendu à Moscou hier, pour discuter d'une "éventuelle rencontre" avec son rival Fayeze al-Sarraj, chef du gouvernement d'entente nationale, a annoncé vendredi soir Lev Dengov, à la tête du groupe russe de contact sur la Libye. M. Dengov avait d'abord annoncé la venue des deux hommes à l'agence de presse russe Interfax, avant de se raviser. "Demain à Moscou, le maréchal Khalifa Haftar arrive de Tobrouk et lors de cette rencontre à Moscou, la question de son éventuelle rencontre avec le Premier ministre du gouvernement reconnu (par la communauté internationale, ndr) Fayeze al-Sarraj, sera au menu", a-t-il déclaré à Interfax. "Lors de cette réunion, les questions relatives à la réconciliation des parties en conflit seront évoquées", a-t-il affirmé, sans préciser la date de cette réunion, ni qui participera à cette rencontre.

Selon lui, cette réunion permettra aussi de discuter des "questions relatives à la



sécurité nationale, à la lutte contre les groupes terroristes, qui tentent de pénétrer en Libye, ainsi que la question des immigrants qui arrivent en Europe et Asie à travers la Libye". La Russie souhaite "discuter avec toutes les parties du conflit et tenter de les réconcilier, et c'est à cela que sera consacrée la rencontre", a affirmé M. Dengov, dont le groupe a été mis en place conjointement par la Douma (chambre basse du

Parlement russe) et le ministère russe des Affaires étrangères. Fin juillet, Khalifa Haftar et Fayeze al-Sarraj se sont mis d'accord sur une déclaration en dix points dans lesquelles ils s'engagent notamment à un cessez-le-feu et à organiser des élections le plus rapidement possible, lors d'une rencontre en région parisienne sous l'égide du président français Emmanuel Macron.

Cette déclaration de principes reste toutefois très vague et n'engage pas la myriade de milices plus ou moins alliées avec les deux rivaux libyens.

Le maréchal Haftar, revenu de vingt ans d'exil en 2011 au moment de la révolution libyenne, est soupçonné par ses détracteurs de vouloir prendre le pouvoir en Libye et de n'avoir aucune intention de se soumettre au pouvoir civil.

Fayeze al Sarraj, installé depuis mars 2016 à Tripoli à la suite d'un accord sous l'égide de l'ONU, peine à asseoir l'autorité de son gouvernement, alors que le pays, riche en pétrole, a sombré dans le chaos depuis la chute du colonel Kadhafi fin 2011.

LIBRE-ÉCHANGE

Duterte s'en prend à Trump

Le président philippin Rodrigo Duterte s'en est pris cette semaine à Donald Trump pour s'être retiré du partenariat transpacifique (TPP), vaste traité de libre-échange signé avec onze pays de l'Asie-Pacifique, joignant sa voix à ceux qui critiquent le protectionnisme. Jusqu'à récemment, les Etats-Unis comme la Chine militaient pour la mise en place d'ambitieux traités de libre-échange, mutuellement exclusifs. Mais peu après son arrivée au pouvoir en janvier, le président américain Donald Trump a annoncé le retrait de Washington du TPP, portant un rude coup aux pays restés sur la touche après des années de négociations. Lors d'un discours à l'occasion du 50ème anniversaire de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) à Manille, M. Duterte s'est dit favorable au Partenariat économique intégral régional (RCEP) soutenu par Pékin qui veut le relancer. Celui-ci associe les dix pays membres de l'Asean et leurs partenaires régionaux (Chine, Japon, Australie, Inde, Corée du Sud, Nouvelle-Zélande). "L'Asean a plus intérêt que quiconque dans le monde à lutter contre le protectionnisme et à établir les règles du jeu du commerce international", a déclaré M. Duterte. Le RCEP "fourmille de l'élan à nos efforts". Il s'est également moqué du revers subi par le TPP. "Ca me rappelle que le TPP, c'était un rêve, il n'existe plus".

Avec les Etats-Unis, le TPP aurait concerné 40% de l'économie mondiale. Pendant un forum régional sur la sécurité dans la région qui s'est achevé mardi, plusieurs pays ont exprimé leurs inquiétudes sur le protectionnisme, dont le Japon, la Corée du Sud et l'Asean. "Le sentiment antimondialisation, les menaces protectionnistes, pour ne citer qu'eux, se renforcent dans de nombreuses régions du monde, alimentant les incertitudes politiques et économiques", a ainsi déclaré le ministre sud-coréen des Affaires étrangères Kang Kyung-Wha.

K.A.

FORUM AGOA

Le commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique au sommet

Le président américain Donald Trump a rarement mentionné le commerce avec l'Afrique depuis son arrivée au pouvoir en début d'année. C'est à peine d'ailleurs s'il a mentionné le continent.

Mais le forum annuel AGOA (African Growth and Opportunity Act; Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique) qui s'est tenu cette semaine à Lomé est l'occasion pour les hauts représentants commerciaux américains de s'entretenir avec des délégations ministérielles de l'Afrique subsaharienne, et de révéler les stratégies économiques que Washington souhaite développer avec ce continent de 1,2 milliard d'habitants.

QU'EST-CE QUE L'AGOA ?

Cet accord commercial a été mis en place en 2000, sous l'administration Clinton, pour faciliter et réguler les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique. Au fil des années, 6.000 produits sont concernés par les réductions de taxes à l'importation, mais elles ne sont applicables que sous certaines conditions. Les pays participants à l'AGOA doivent remplir des conditions concernant les droits de l'Homme, la bonne gouvernance et la protection des travailleurs. En 2017, le nombre des pays éligibles à l'AGOA s'est élevé à 38.

QUELLE POLITIQUE COMMERCIALE AVEC L'AFRIQUE SOUS TRUMP ?

Le président américain n'a pas montré de signes très encourageants pour le continent lors de ses premiers mois à la Maison Blanche. Il s'est jusqu'à présent concentré sur les accords de libre-échange nord-américains (North American Free Trade Agreement) ou sur les accords commerciaux avec la Chine. Mais la délégation américaine de Lomé sera présidée par Robert Lighthizer, son représentant direct au Commerce à Washington.

QUEL INTÉRÊT POUR L'AFRIQUE ?

Le président Trump a souvent répété qu'il mettrait "l'Amérique d'abord" dans toute négociation des accords commerciaux, mais



le porte-parole américain présent à Lomé a assuré que Washington avait un "intérêt très important pour le marché africain". "Il y a des opportunités pour les investisseurs américains dans plusieurs secteurs", a-t-il expliqué. "Par exemple le secteur de l'énergie électrique, les opportunités sont énormes. Il y a également l'agriculture. Les structures en Afrique doivent se moderniser, d'où l'accompagnement de secteur privé américain". Toutefois, les importations américaines en provenance de l'Afrique subsaharienne ont fortement diminué ces dernières années (18,7 milliards de dollars en 2015 contre 26,8 milliards de dollars en 2014, soit une baisse de 30%). Elles ne représentaient que 0,8% des importations totales des Etats-Unis en provenance du monde. La diminution des importations de "pétrole est une raison importante", souligne l'économiste Bismark Rewane, directeur de Financial Derivatives Company à Lagos. "Mais les Africains cherchent désormais d'autres partenaires, locaux, régionaux et dans d'autres régions du monde". "Ils sont devenus très sceptiques envers les Etats-Unis et le niveau d'intérêt a changé", explique l'économiste nigérian.

L'ACCORD PEUT-IL ÊTRE MODIFIÉ AU BÉNÉFICE DES ETATS-UNIS ?

Donald Trump a régulièrement dénoncé les politiques protectionnistes adoptées par ses partenaires commerciaux et peut utiliser

l'AGOA pour décourager toute mesure dans ce sens. L'Afrique de l'Est par exemple a exprimé sa volonté d'interdire les importations de vêtements d'occasion (revenus à moindre coût sur le continent), arguant que cela mettrait en péril les industries de textile de la région. Mais une telle interdiction est contraire aux conditions fixées par l'AGOA. "Les critères sont très clairs sur la restriction d'importation des produits américains", a expliqué Constance Hamilton, représentante économique pour la Maison Blanche en amont du forum de Lomé. Une telle restriction mettrait 40.000 emplois américains en danger, a-t-elle prévenu.

QUE DOIT-ON ATTENDRE DE CE FORUM ?

Les accords ne devraient pas être modifiés cette semaine à Lomé, mais la délégation américaine peut utiliser ces rencontres pour rappeler les conditions d'échanges avec ses partenaires africains. Sous l'administration Obama déjà, en novembre 2015, l'Afrique du Sud avait été menacée de sortir de l'AGOA, alors que le pays voulait mettre en place une interdiction d'importation de la viande de bœuf et de volaille américaine pour des raisons sanitaires. Une menace très importante pour le secteur minier sud-africain qui exporte une grande quantité de platine outre-Atlantique.

Mustapha S.

FRANCE

Le Parlement interdit les emplois familiaux de collaborateurs

Le Parlement français a adopté définitivement un des textes de moralisation de la vie politique, qui interdit les emplois familiaux de collaborateurs, premier grand chantier législatif du quinquennat d'Emmanuel Macron. Le nouveau président avait promis l'adoption rapide d'une loi de moralisation de la vie politique, après une campagne présidentielle émaillée d'affaires mettant en cause la probité de certains candidats. Celles-ci ont touché notamment le candidat de droite François Fillon, soupçonné d'avoir fait bénéficier son épouse et ses enfants d'emplois fictifs de collaborateurs parlementaires. Ce projet de loi pour la "confiance dans la vie politique", sur lequel Assemblée et Sénat s'étaient accordés sur une version commune, a été approuvé par un ultime vote massif des députés, par 383 voix contre 3, et 48 abstentions. Il interdit notamment les emplois familiaux de collaborateurs pour la famille proche (conjoint, concubin, parents et enfants ainsi que ceux du conjoint ou concubin) pour les ministres, parlementaires et membres des exécutifs locaux, sous peine de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende, avec dans certains cas restitution des sommes versées. Les députés de la majorité, qui ont fait valoir que ce premier

texte concrétisait des engagements d'Emmanuel Macron, ont applaudi debout après le vote. La ministre de la Justice Nicole Belloubet s'est félicitée d'un "signal très positif pour nos concitoyens". "L'éléphant accouche d'une souris", a commenté le député communiste Pierre Dharréville. Mais "la souris est déjà conséquente et utile", a répondu la centriste Laurence Vichnievsky.

L'autre texte de moralisation, qui concerne notamment la suppression de la réserve parlementaire, enveloppe que députés et sénateurs distribuaient jusqu'alors aux communes et associations de leur choix, doit être adopté définitivement mercredi prochain. Ce point litigieux a empêché un accord entre Assemblée et Sénat, nécessaire pour l'adoption définitive. Dans la soirée, les députés ont approuvé le texte, en nouvelle lecture, par 293 voix contre 26 et 39 abstentions. La députée Delphine Batho (Nouvelle gauche) a salué "des avancées" après avoir réussi à faire adopter des amendements sur "l'interdiction pour les parlementaires d'être des lobbyistes ou d'être rémunérés par une puissance étrangère". Mais, comme prévu, les débats ont à nouveau tourné autour de la suppression de la fameuse réserve parlementaire dont le

montant, 146 millions d'euros en 2016 (environ 130.000 euros pour un député sans responsabilités), est négocié chaque année avec le gouvernement lors de l'examen du budget. Les Républicains (droite) ont une nouvelle fois ardemment rejeté sa suppression, qui va pénaliser selon eux les petites communes et les associations. Sa suppression était voulue par l'exécutif et sa majorité pour mettre un terme à des pratiques "arbitraires et discrétionnaires", selon la rapporteure Yaël Braun-Pivet du parti du président (République en marche).

PLANS SOCIAUX

Le gouvernement envisage de moduler le seuil de déclenchement des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) en fonction de la taille des entreprises, selon un document transmis par le ministère du Travail aux partenaires sociaux.

Le cabinet de la ministre Muriel Pénicaud confirme dans son document qu'il compte "adapter les modalités de licenciement collectif à la taille de l'entreprise". Aujourd'hui, un PSE, qui implique la consultation des représentants du personnel et des mesures de reclassement, est obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés qui licencient pour motif économique

plus de 10 salariés sur une période de 30 jours. Le droit européen permet d'avoir un "seuil de déclenchement proportionnel à la taille de l'entreprise, jusqu'à 30" licenciements, indique-t-on dans l'entourage de Mme Pénicaud, tout en précisant que "rien n'est tranché". Autre confirmation: le gouvernement veut élaborer "un régime juridique pour les plans de départs volontaires sans départ contraint", à destination, par exemple, d'entreprises souhaitant renouveler leur pyramide des âges. Les conditions du plan de départs seraient fixées "par un accord majoritaire homologué par la Direccte", l'administration régionale du travail.

Ce type de plans est déjà validé par la jurisprudence, mais ils doivent suivre en partie la procédure des PSE. Le document confirme aussi l'intention du gouvernement de ne plus apprécier au niveau mondial les difficultés économiques des groupes qui licencient en France pour motif économique. Le nouveau périmètre (France, Europe...) n'est toutefois "pas tranché". Dans la même logique, l'obligation de proposer des offres de reclassement à l'étranger lors de plans sociaux pourrait être supprimée.

Kamel A.

CORÉE DU NORD-USA

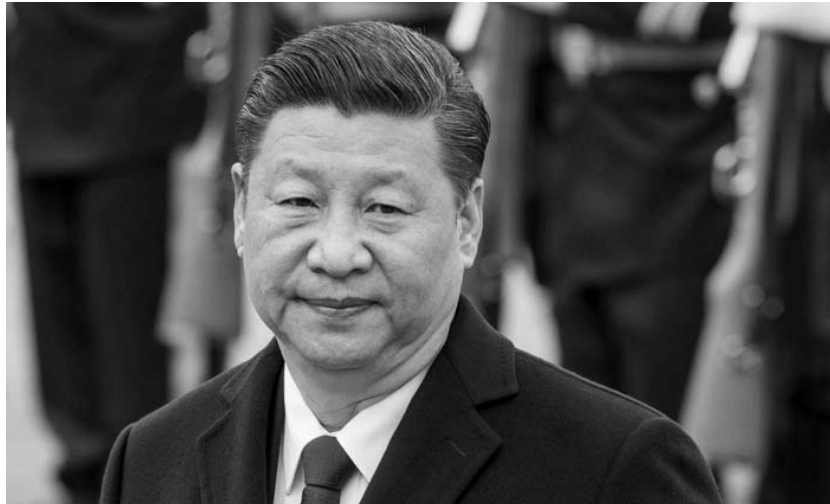
Xi appelle à retenir la direction du dialogue

Le président chinois Xi Jinping a pressé hier, lors d'un entretien téléphonique, son homologue américain Donald Trump d'éviter "les mots et les actes" qui pourraient "exacerber" les tensions déjà fortes dans la péninsule coréenne.

Au cours d'une communication téléphonique samedi matin (heure locale, vendredi soir heure américaine), M. Xi a appelé les parties à la "retenue" et à "persister dans la direction générale du dialogue, des négociations et d'un règlement politique", a indiqué la télévision d'Etat chinoise CCTV. De son côté, la Maison-Blanche a publié un communiqué selon lequel les deux leaders appellent la Corée du Nord à "cesser son comportement provocateur et porté à l'escalade" et réitèrent "leur engagement mutuel envers une dénucléarisation de la péninsule coréenne".

Cet entretien téléphonique intervient après plusieurs jours de surenchère sans précédent entre Washington et Pyongyang. Vendredi, le président Trump avait assuré que l'option militaire était désormais "prête à l'emploi".

Depuis son golf de Bedminster, près de New York, où il passe ses vacances, M. Trump s'est également entretenu avec le gouverneur de Guam Eddie Calvo, à qui il a "assuré" que "les forces américaines étaient prêtes à garantir la sûreté et la sécurité de la population de Guam, comme celle de l'ensemble des Etats-Unis", a indiqué la Maison-Blanche dans un communiqué.



La Corée du Nord a annoncé qu'elle projetait de lancer des missiles à proximité de cette île américaine du Pacifique. L'armée nord-coréenne, citée par l'agence de presse officielle KCNA, a fait état jeudi de ce projet consistant à lancer quatre missiles qui survoleraient le territoire japonais avant d'aller s'abattre en mer "à 30 ou 40 kilomètres de Guam". En réponse, le Japon a commencé samedi à déployer son système de défense antimissile Patriot, après les menaces de Pyongyang.

"LE FEU ET LA COLÈRE"
Mardi, Donald Trump avait affirmé que la Corée du Nord se heurterait "au feu et à la colère" que "les forces américaines étaient prêtes à garantir la sûreté et la sécurité de la population de Guam, comme celle de l'ensemble des Etats-Unis", a indiqué la Maison-Blanche dans un communiqué.

crucial pour l'efficacité des sanctions économiques prises contre Pyongyang pour l'obliger à freiner ses programmes nucléaire et balistique. Mais Pékin, dont la marge de manœuvre est étroite, était jusqu'alors restée en retrait, renvoyant volontiers dos à dos les deux pays. Lors de l'entretien téléphonique, M. Trump a assuré, selon la télévision chinoise, que "pour le moment, les relations américano-chinoises étaient sur la bonne voie". "Je pense qu'elles peuvent être encore meilleures", a-t-il dit selon la même source. Washington a appelé à plusieurs reprises Pékin à faire davantage contre son allié nord-coréen. Avant cette discussion entre les deux chefs d'Etat, aucun signe d'apaisement n'était perceptible. Or les prochains exercices militaires conjoints entre Séoul et Washington, durant lesquels les tensions sur la péninsule coréenne tendent à s'aggraver,

commencent prochainement, autour du 21 août.

La Chine a proposé à plusieurs reprises un double "moratoire": l'arrêt simultané des essais nucléaires et balistiques nord-coréens et des manoeuvres militaires conjoints de Washington et Séoul.

Cette montée des tensions entre les Etats-Unis et la Corée du Nord pèse sur les marchés financiers et inquiète de nombreux dirigeants mondiaux.

MOSCOU "TRÈS INQUIET"

A Moscou, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov s'est dit vendredi "très inquiet" des risques de conflit "très élevés" entre Etats-Unis et Corée du Nord. "Il est clairement temps pour toutes les parties de se concentrer sur les moyens de faire baisser les tensions", a renchéri Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres.

VENEZUELA

Une option militaire américaine n'est pas écartée

Donald Trump a évoqué une éventuelle option militaire au Venezuela, où le président Nicolas Maduro, mis au ban de la communauté internationale, avait promis la veille de répondre "les armes à la main" à une agression américaine.

"Nous avons de nombreuses options pour le Venezuela, y compris une possible option militaire si nécessaire", a lancé vendredi le président américain, lors d'un échange avec des journalistes dans son golf de Bedminster, dans le New Jersey, où il est en vacances.

Appelé à donner des précisions sur cette annonce, qui intervient dans une période d'extrême tension avec la Corée du Nord, le président américain est resté évasif.

"Nous avons des troupes dans le monde entier qui sont parfois très loin. Le Venezuela n'est pas très éloigné et les gens souffrent et les gens meurent", a-t-il simplement ajouté, entouré du secrétaire d'Etat Rex Tillerson et de l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley.

Interrogé sur cette annonce, le Pentagone s'est borné à indiquer, par la voix de son porte-parole Eric Pahon, qu'il n'avait "à ce stade" reçu aucune consigne sur ce dossier.

Le ministre vénézuélien de la Défense, Vladimir Padrino, a qualifié d'"acte de folie" cette déclaration du président

Trump.

En cas d'agression, "nous serons tous au premier rang pour défendre les intérêts et la souveraineté de notre Venezuela bien-aimé", a déclaré M. Padrino.

Washington et Caracas, qui n'ont plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010 mais dont les relations s'étaient quelque peu améliorées à la fin du mandat de Barack Obama, conservent des liens économiques et commerciaux étroits, avant tout dans l'industrie pétrolière.

Début août, les Etats-Unis ont infligé des sanctions au président vénézuélien qu'ils ont qualifié de "dictateur".

La réaction de Washington est survenue au lendemain de l'élection controversée de l'Assemblée constituante voulue par le président socialiste, un scrutin marqué par des violences qui ont fait dix morts.

Rejetée par l'opposition et des pays occidentaux, cette assemblée l'a confirmé à l'unanimité dans ses fonctions de "président constitutionnel de la république bolivarienne du Venezuela".

Il est extrêmement rare que le gouvernement américain prenne des sanctions contre un chef d'Etat étranger en exercice. M. Maduro est seulement le quatrième à être ainsi sanctionné par Washington, rejoignant un groupe composé du président syrien Bachar al-Assad, du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un et du président

zimbabwéen Robert Mugabe.

"RÉGIME INACCEPTABLE"

Une nouvelle série de sanctions américaines ont par ailleurs été adoptées cette semaine à l'encontre de huit responsables vénézuéliens impliqués dans la mise en place d'une Assemblée constituante jugée "illégitime". "Ce régime est inacceptable et les Etats-Unis se tiendront au côté de l'opposition (qui se bat) contre la tyrannie jusqu'à ce que le Venezuela restaure une démocratie prospère et pacifique", a lancé à cette occasion le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin.

Jeudi, M. Maduro a dit souhaiter "une conversation" avec son homologue américain. "S'il est autant intéressé par le Venezuela, je suis là, je suis le chef de ce qui l'intéresse", a-t-il affirmé lors d'un discours devant l'Assemblée constituante.

M. Maduro souhaite que cette discussion ait lieu par téléphone ou qu'elle se tienne à New York à l'occasion de l'assemblée générale des Nations unies à la mi-septembre.

La Maison-Blanche a révélé que M. Maduro avait effectivement sollicité une conversation avec M. Trump vendredi, mais a implicitement indiqué que sa demande n'avait pas été acceptée.

"Les Etats-Unis se tiennent avec le peuple du Venezuela face à la répression permanente exercée par le régime

"Je ne vois pas de solution militaire à ce conflit (...) Je considère l'escalade verbale comme une mauvaise réponse", a mis en garde vendredi la chancelière allemande Angela Merkel. Un responsable de la Maison-Blanche a indiqué qu'il ne fallait pas voir dans les propos du président le signe d'une action militaire imminente. "Il y a des plans militaires pour à peu près toutes les crises du globe (...) Ces plans sont continuellement mis à jour et présentent des options au président. Il n'y a rien de nouveau", a-t-il dit sous couvert d'anonymat.

Le président américain a promis vendredi une "grande conférence de presse" lundi à Washington, sans autres précisions. L'armée nord-coréenne doit présenter au jeune dirigeant un plan d'offensive contre Guam d'ici mi-août, selon des militaires nord-coréens.

Le Pentagone dispose actuellement de 28.500 soldats au sud du 38e parallèle. Pour protéger le terrain des missiles à moyenne portée de Kim Jong-Un, les Etats-Unis ont déployé un bouclier anti-missiles, le THAAD, qui peut intercepter les lanceurs à haute altitude.

Selon les analystes, des tirs vers Guam placeraient Washington dans une position délicate: si les Etats-Unis ne tentaient pas de les intercepter, leur crédibilité en prendrait un coup et Pyongyang se sentirait pousser des ailes pour mener un test de missile intercontinental (ICBM) grandeur nature.

Le site 38 North, qui fait autorité sur la Corée du Nord, affirme en outre que des images par satellite suggèrent que la Corée du Nord pourrait préparer de nouveaux tests de missiles balistiques sous-marins.

Nawel Z.

Maduro. Le président Trump parlera volontiers avec le dirigeant du Venezuela dès que la démocratie sera restaurée dans ce pays", a déclaré la Maison-Blanche dans un communiqué.

Tout en disant souhaiter avoir des relations "normales" avec les Etats-Unis, M. Maduro a averti jeudi M. Trump que son pays répondrait "les armes à la main" à une éventuelle agression et "ne se rendra jamais".

Il intervenait devant les 545 membres de la nouvelle assemblée chargée notamment de réécrire la Constitution de 1999. Elle régira le pays durant au moins deux ans, le mandat du président s'achevant en janvier 2019.

Les manifestations contre M. Maduro ont fait plus de 125 morts depuis début avril dans un contexte de grave crise économique et institutionnelle.

Le ministre de la Défense Vladimir Padrino a annoncé vendredi que les chefs d'une attaque menée le 6 août contre une base militaire du nord du Venezuela avaient été capturés par les forces de sécurité. Ces deux hommes, un capitaine chassé de l'armée en 2014 et un lieutenant, recevront "un châtiment exemplaire", a promis le ministre.

La base avait été attaquée par une vingtaine d'hommes. Deux avaient été abattus et huit capturés.

Ikrum A.

LA SUSPENSION DE LA FA DE KARATÉ PAR LA WFK

Ould Ali : " la décision est injuste "

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali a qualifié vendredi à Constantine "d'injuste" la suspension de la Fédération algérienne de karaté-do par la Fédération mondiale de karaté-do (Wkf).

“ La suspension de la FA de karaté par la WFK est une décision injuste ” a indiqué le ministre, en marge d'une visite au stade Chahid-Hamlaoui devant abriter samedi le match du dernier tour qualificatif du Championnat d'Afrique des nations CHAN 2018 opposant la sélection algérienne A' à l'équipe libyenne, soulignant "qu'une correspondance a été envoyée à la WKF demandant de plus



amples explications sur cette décision”.

Il a, à ce propos ajouté que la loi "n'interdit pas que la Fédération soit gérée par un directeur”.

Une "cellule de crise a été installée à cet effet par le ministère de la Jeunesse et des Sports et des contacts ont été entamés pour explorer toutes les voies possibles et nécessaires pour une éventuelle annulation de cette décision”, a encore ajouté le

ministre, affirmant que le directoire opère de manière "réglementaire" et a pu réaliser "un parcours respectable avec des participations et récompenses dans diverses compétitions”.

Le directoire a été installé comme mesure temporaire en vue de mettre fin à une longue période d'instabilité ayant affecté sérieusement le fonctionnement de cette Fédération, a rappelé le ministre.

La Fédération mondiale de karaté-do (WKF) a annoncé lundi dernier sa décision de suspendre avec effet immédiat la Fédération algérienne de karaté-do (FAK), a-t-on rapporté.

Il a dans ce sens affirmé qu'une Assemblée extraordinaire électorale sera organisée "pour mettre fin aux perturbations" affectant cette discipline.

TENNIS

Mannarino prend le quart

Impeccable face au Sud-Coréen Hyeon Chung (6-3, 6-3) lors de son huitième, Adrian Mannarino disputera son premier quart de finale en Masters 1000. L'occasion était tellement belle que la pression était forcément importante. Sur le court Banque Nationale, il suffisait à Adrian Mannarino de battre le 56e joueur mondial, Hyeon Chung, pour atteindre le premier quart de finale de sa carrière en Masters 1000. Le Français a répondu à ce contexte particulier par une performance d'une propreté éclatante. Face à un adversaire qui servait et tapait plus fort et qui a plus couru, le 42e joueur mondial a offert un quasi-sans faute à l'image de son bilan de six aces pour aucune double faute. En une heure et vingt-huit minutes, l'affaire était pliée (6-3, 6-3) sur la première balle de match que Mannarino s'est procurée sur service adverse. "J'ai vraiment bien joué, c'était très consistant", a commenté le Français. Ça fait quelques mois que je joue vraiment à l'entraînement et que les résultats ne sont pas venus tout de suite, même si j'ai bien joué sur gazon. J'ai un niveau qui a progressé ces derniers mois. Ça commence à payer et c'est agréable de recueillir les fruits de toutes ces heures d'entraînement." Des heures de travail récompensées par cette première apparition en quart de finale à ce niveau. "C'est beaucoup de joie. Je me suis même étonné moi-même de célébrer la victoire comme ça, a-t-il souri. D'habitude, je suis plutôt réservé mais c'était un match très important et j'ai vraiment tenu le choc."

TRANSFERTS EN EUROPE

Rennes offre 10 millions d'euros pour De Préville

Le Stade Rennais a fait une offre de 10 millions d'euros au LOSC pour recruter Nicolas De Préville. Rennes a transmis une offre de 10 M€ pour l'avant-centre de Lille Nicolas De Préville, qui serait également dans le viseur de clubs anglais. La décision revient au président Gérard Lopez car le profil du meilleur joueur lillois 2016-2017 (14 buts) n'est pas totalement en adéquation avec les aspirations de Marcelo Bielsa qui en a fait pour le moment son titulaire en pointe. Le profil recherché est celui d'un attaquant mobile, jeune, technique et capable d'évoluer aux trois postes offensifs. Le LOSC s'attend par ailleurs à être attaqué par des formations d'outre-Manche lors de la dernière semaine d'août. Xeka, Benzia, Amadou et El-Ghazi sont concernés.

RANIERI "PRÉFÈRE UN AUTRE TYPE DE JOUEUR"

Deux jours avant la réception de Marseille, qui devrait se jouer à guichets fermés, le coach nantais Claudio Ranieri est revenu sur le mercato nantais et son choix de ne pas vouloir un joueur comme Wesley Sneijder. "Qu'attendez-vous contre Marseille (samedi 17h00) après le revers à Lille lors de la première journée (0-3) ? Je pense que pour notre premier match à la maison, la motivation sera très forte, et j'attends un bon match contre une grande équipe. Je suis sûr que la motivation sera au rendez-vous. Les joueurs ont bien travaillé. Ensuite, je souhaite qu'on joue plus offensivement car à

Lille, nous avons attendu beaucoup trop. Ce sera un match ouvert. Marseille a une bonne équipe, une équipe qui, comme Lille, va jouer pour quelque chose d'important cette saison, donc c'est un autre grand match qui nous permettrait de nous situer. Je suis très curieux de vivre ce premier match à domicile. Ciprian Tatarusanu sera-t-il titulaire dans le but ? Il est apte, il s'entraîne bien, je dois choisir. Je vais voir cet après-midi et demain et après je déciderai. J'ai deux numéros un et c'est bon car je suis très content avec Maxime Dupé. Mon idée, c'est d'avoir deux bons joueurs pour chaque poste. Comment avez-vous vécu le départ de Guillaume Gillet ? Dès le début, quand je suis arrivé, il m'a dit qu'il voulait partir, qu'il voulait vivre une nouvelle expérience. Donc je lui ai dit, si tu veux rester ici tu dois être content, si tu ne l'es pas, c'est mieux de partir. Maintenant, j'espère que le président va faire quelque chose pour nous, j'attends l'issue du mercato. Wesley Sneijder, ça ne vous emballait pas ? Non, je préfère un autre type de joueur par rapport au système de jeu que j'ai en tête. Je le connais, c'est un grand joueur, mais je souhaite un autre type de joueur. Mais j'espère qu'il va faire un bon championnat avec Nice. Pour Nice, c'est bon car il a joué la Ligue des champions. Nous devons avancer doucement. Vous attendez-vous vous à un recrutement plus rapide ? J'attends les joueurs depuis que je suis arrivé, mais je sais que le marché est très difficile donc je laisse le président bien travailler et j'espère qu'à la fin

nous aurons de bons joueurs. Ce qui est important, c'est que le président et le coach aillent dans la même direction. Donc je suis mon président et j'attends. Vous allez retrouver Valère Germain, que vous avez connu à Monaco... Oui, c'est un joueur très intelligent, de bonne qualité. Un joueur comme lui aurait été bon pour nous (sourire)."

PHILIPPE COUTINHO A DEMANDÉ À QUITTER LIVERPOOL !

Le feuilleton du transfert de Philippe Coutinho de Liverpool au Barça est décidément très difficile à suivre, et de plus en plus éprouvant pour les supporters des deux clubs. Le milieu de terrain brésilien est la priorité du Barça pour remplacer Neymar, parti au PSG pour la colossale somme de 222 millions d'euros.

Le Barça a formulé deux offres à Liverpool pour Philippe Coutinho, dont une s'élevant à plus de 100 millions d'euros. Le club anglais a rejeté les deux offres. Ce matin, les propriétaires américains du Liverpool FC, Fenway Sports Group, ont publié un communiqué indiquant que le joueur ne sera pas vendu et que le club ne négocierait pas son départ. On pensait alors le dossier clos...

Mais un dernier rebondissement a eu lieu ce vendredi midi. Quelques heures après le communiqué de FSG, Philippe Coutinho a officiellement demandé un transfert et à quitter Liverpool. L'information a été confirmée par l'inté-

grité des médias anglais. Liverpool a néanmoins rejeté la demande de transfert du Brésilien, qui souhaite jouer avec Lionel Messi et Luis Suarez, son ancien partenaire chez les Reds.

XAVI MILITE POUR UN CRACK DE LIGUE 1

Actuellement au Qatar, où il termine sa carrière de joueur, Xavi Hernandez garde évidemment un œil sur l'actualité de son ancien club, le FC Barcelone. Et le milieu de terrain espagnol (38 ans) aimerait beaucoup que le Barça recrute un joueur de Ligue 1, qui fait les beaux jours de l'OGC Nice: Jean-Michaël Seri. Un milieu de terrain dont il est tombé sous le charme.

"Quand on m'a dit qu'un joueur de Nice était appelé le 'Xavi africain', je l'ai suivi de très près, forcément, confie-t-il samedi dans les colonnes du quotidien Le Parisien. Je ne le connaissais pas et j'ai halluciné: je n'étais plus habitué à voir un tel talent au milieu de terrain." Et l'ex-capitaine du club blaugrana d'énumérer les nombreuses qualités du joueur de 26 ans. "Jeu court, jeu long, intelligence tactique, tir de loin, personnalité, organisation du jeu..." "Madre mia ! Il irait tellement bien au Barça...", affirme-t-il. Il peut jouer partout au milieu. Seri est fantastique. Il a ce que l'on appelle à Barcelone l'ADN Barça. Sans aucune hésitation. [...] J'espère que le Barça va le faire signer, car sinon il vaudra le double l'an prochain."

AU MOINS 500 PARTICIPANTS, entre cadres et membres du gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et représentants du Front Polisario, ont pris part, jeudi à l'université de Boumerdes, à l'ouverture de l'université d'été des cadres du Polisario et de la RASD.

Les USA bientôt déçus de leur statut de leader mondial ?

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire ces 70 dernières années, les États-Unis étaient considérés et se présentaient constamment comme l'un des principaux leaders planétaires, jouant un rôle primordial dans les affaires internationales.

Les politiciens et les responsables de Washington ont toujours affirmé que leur tâche principale était de promouvoir et protéger l'ordre mondial ouvert que l'Amérique aurait formé avec le soutien de ses alliés après mai 1945. Selon le quotidien *Nezavissimaa gazeta*. Les responsables américains de tout bord proclament constamment être à la tête des forces qui prônent la primauté de la liberté, de la démocratie et la garantie des droits de l'homme aux quatre coins du monde. Un régime considéré par les politiciens américains comme autoritaire et non conforme aux principes démocratiques est systématiquement soumis à une critique intransigente et à une pression directe, partout où cela est possible. Les USA s'opposaient et continuent de s'opposer par tous les moyens à l'apparition d'hégémonies régionales, c'est-à-dire de pays ayant suffisamment de forces pour dominer dans les régions de l'Eurasie ou dans certaines sphères d'influence mondiale. Cette analyse ressort de la nouvelle étude du Service de recherche du congrès (CRS) intitulée "Le rôle des USA dans le monde: l'histoire et les problèmes du Congrès". Ce nouveau

rapport est justifié par les récentes déclarations et actions du président américain Donald Trump, qui ont engendré une certaine incertitude dans la vision qu'avait l'élite américaine au pouvoir du futur rôle des USA dans le monde. Cela a provoqué de nombreux débats, qui perdurent, parmi les diplomates, les spécialistes qui élaborent les principes stratégiques des actions de Washington, les politiciens et la société américaine.

Le rapport du CRS est paru le 12 juillet dernier.

Ses auteurs indiquent que certains changements dans le statut des USA en tant que leader mondial peuvent exercer une influence conséquente sur la politique étrangère, la sécurité nationale et la politique commerciale étrangère du pays formulées par le Congrès, ainsi que sur de nombreux dispositifs et programmes politiques généraux au niveau fédéral.

Le rapport stipule que certaines puissances mondiales telles que la Chine deviennent de plus en plus puissantes sur le plan économique, militaire et politique, ce qui conduit à l'affaiblissement progressif du leadership de l'Amérique dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces pays ont leur propre vision de l'ordre mondial, qui ne correspond pas complètement à tous les aspects de la vision américaine. "Cela concerne avant tout Pékin, notent les analystes du CRS. C'est pourquoi les USA doivent comprendre tous les changements opérés dans

la répartition globale du pouvoir et travailler avec ces pays afin d'élaborer une approche globale de la formation d'un nouvel ordre mondial où leurs préférences seraient également prises en compte".

Les analystes soulignent que l'un des aspects du débat sur le rôle des USA dans le monde du futur portera sur l'utilisation du soft power (ou "manière douce") et du hard power ("manière forte") en politique étrangère et la mise au point d'approches combinant les deux de manière équilibrée. Pour Washington, le hard power ne désigne pas seulement ses forces armées mais également d'autres formes de pression sur les opposants.

Alors que le soft power regroupe les méthodes de persuasion comme la diplomatie, l'aide au développement dans les pays inamicaux, le soutien des institutions internationales ainsi que l'introduction de la musique, des films, des émissions et de la littérature américains dans la culture mondiale.

Pendant la procédure d'approbation du projet de budget fédéral des USA pour 2018, le directeur du bureau de la gestion et du budget Mick Mulvaney a déclaré que le projet présenté par Trump était "un budget de hard, et non de soft power" et que sa nature "forte" était intentionnelle. "Le président veut faire clairement comprendre à nos alliés et à nos ennemis potentiels que l'administration actuelle est une administration de hard power", a déclaré Mick Mulvaney.

Et de souligner que la proposition budgétaire du président prévoyait une augmentation des dépenses du Pentagone, du département de la Sécurité intérieure et du département des Anciens combattants. La part principale des fonds supplémentaires sera mise à disposition du Pentagone pour renforcer l'état opérationnel des forces américaines.

Afin de pouvoir mener des activités de longue durée et d'envergure sur des théâtres d'opérations éloignés, Washington doit déployer des contingents militaires et des unités logistiques dans les régions avancées en Europe et en Asie-Pacifique, ainsi que dans le Golfe. En janvier, le président Trump a chargé le secrétaire à la Défense James Mattis d'élaborer une nouvelle stratégie militaire qui permettrait de créer une armée capable de remplir toutes les missions actuelles pour assurer la sécurité nationale. C'est pourquoi les congressistes devront prochainement établir dans quelle mesure le changement de rôle des USA dans le monde pourrait affecter la stratégie militaire, les tâches de l'armée et le budget de la défense. De plus, ils devront déterminer dans quelle mesure cela affectera la composition et les effectifs nécessaires des forces armées, le rapport entre les éléments d'active et de réserve, ainsi que les programmes de développement et d'achat de matériel militaire prévus ou en cours de réalisation.

A. S.

NOUVEAUX FORFAITS INTERNET EN ROAMING

Avec Ooredoo, restez connectés durant vos vacances en France et en Tunisie

Restez connectés depuis la France et la Tunisie grâce à Ooredoo

Composez *160#

Sélectionnez votre Forfait Internet en Roaming à un tarif exceptionnel

100 DA	100 Mo	2 jours
200 DA	200 Mo	5 jours
500 DA	500 Mo	10 jours
1000 DA	1 Go	15 jours

Ooredoo

Ooredoo lance une nouvelle offre qui permet à ses clients de profiter de leurs voyages et leurs vacances en France et en Tunisie tout en restant connectés à des tarifs très avantageux.

Cette nouvelle offre permanente s'adresse aux clients particuliers et professionnels de Ooredoo. Elle est disponible en France (via les opérateurs SFR et Free) et en Tunisie (via l'opérateur Ooredoo).

Afin de bénéficier de ces nouveaux forfaits Internet en roaming, il suffit de composer *160# sur son téléphone ou de visiter choof.ooredoo.dz et choisir parmi les quatre formules proposées :

- Le forfait de 100 Mo de volume valable 2 jours à 300 DA
- Le forfait de 200 Mo de volume valable 5 jours à 500 DA
- Le forfait de 500 Mo de volume valable 10 jours à 1000 DA
- Le forfait de 1 Go de volume valable 15 jours à 2000 DA

A travers cette nouvelle offre, Ooredoo confirme sa volonté d'accompagner ses clients durant leurs déplacements professionnels ou leurs vacances et de leur offrir le meilleur de l'Internet mobile aux tarifs les plus compétitifs.

Post scriptum

Par B. Chellati

Il est clair que pour les citoyens de l'Algérie profonde, les vrais patriotes, aimant l'Algérie, de bonne foi et de conviction et simplement objectifs et sincères dans leur raisonnement, la priorité actuelle de l'Algérie dans ses préoccupations de survie à la crise économique et financière conséquence de la chute drastique de ses revenus tirés des hydrocarbures, ne peut pas être l'adoption d'un immobilisme. En ces moments difficiles que traverse le pays, la cohésion sociale doit se réaffirmer grâce à une volonté commune et à un acte politique dépourvu de calculs et de desseins.

La mise en œuvre des tâches prioritaires que sont la réconciliation nationale, la paix-sécurité, la justice, la consolidation de la cohésion nationale, la réorganisation de l'économie, la remise au travail de la collectivité nationale et la consolidation de l'autorité de l'Etat, doit être de mise au quotidien et à tous les échelons administratifs, politiques et sociaux. La clé de voute de l'Algérie est des Algériens ne saurait être autre chose que la cohésion nationale, le seul chemin à valoriser si l'on veut assurer un avenir aux générations actuelles et futures. L'avenir de l'Algérie se trouve dans sa cohésion nationale, mais une vraie cohésion, inclusive, sincère et définitive. Incontestablement, ce sont des actions prioritaires, opportunes et communes au même but : l'amélioration des conditions de vie

des populations et l'amorce d'une véritable justice sociale, un réel développement et surtout durable, il faut forcément poser une fondation solide. Et cette fondation-là n'est autre qu'une véritable mobilisation des Algériens, un même esprit collectif pour regarder dans une même et seule direction, et ainsi définir ensemble et en commun le destin commun pour la nation. Il est constaté depuis un certain temps que la cohésion nationale fait l'objet de tentatives de mise à mal et requiert une vigilance accrue et un champ politique assaini à travers un travail d'abnégation pour éviter tout recul en arrière afin plus que jamais que la société algérienne ne connaisse d'autres drames.

C'est une exigence morale à laquelle personne ne devrait se soustraire. Ne dit-on pas que gouverner, c'est prévoir. Et il n'est pas "primitif" d'ajouter que " Bien gouverner, c'est savoir choisir les priorités à réaliser en tenant compte du contexte mondial du moment, voire en Algérie. Le bien-être des citoyens doit être au cœur de cette action aux relents sociaux et économiques. Le renouveau national constitue dès lors la base de l'épanouissement de l'ensemble et de tout un chacun. Dans cette optique, le discours officiel est pleinement conscient des efforts qui restent encore à faire afin d'améliorer les conditions de vie des populations, des indicateurs économiques, de créer les commodités et les infrastructures nécessaires au

développement du pays, une meilleure gestion des ressources et rendre l'économie nationale plus dynamique mais aussi accroître de nouvelles sources pour son financement hors des revenus tirés des hydrocarbures. Pour ce faire, le gouvernement doit faire montre d'une volonté politique ferme et d'une sincérité réelle pour emprunter, sans complexe et avec détermination le chemin des résultats. L'avantage pour le gouvernement d'aller aussi loin dans le dialogue et la concertation est un moyen sûr pour que le contrat social projeté constituera la plateforme consensuelle et redonnera de l'espoir et plus de confiance au peuple, dans l'unité et la cohésion sociale et ainsi voir se déployer les efforts qui permettront de relancer le développement économique et social et de stabilité dans la paix et la sécurité. En faisant de la sorte, il est à espérer que la prochaine rencontre de la Tripartite prévue à Ghardaïa, réponde, un tant soit peu, aux conditionnalités posées par le redressement économique, financier et social dans leurs intentions exprimées par le nouveau gouvernement.

Dans ce domaine aucun effort n'est suffisant, et pour répondre aux besoins immenses du pays, ceux générés par la crise du baril de pétrole, beaucoup d'efforts, de travail sont attendus du gouvernement et de ses partenaires économiques et sociaux. C'est pourquoi, les efforts déployés à ce jour, en matière de réformes, doivent être intensifiés parce que les

obstacles au changement sont énormes. Ils découlent d'une attitude naturelle qui caractérise la société algérienne. A cet égard, il faut faire preuve de patience. Le gouvernement doit expliquer, convaincre de l'intérêt qu'il y a pour l'Algérie de s'adapter aux changements du monde, sans pour autant répudier le sens de la solidarité sociale qui plonge de profondes racines dans l'histoire nationale. Une politique de développement se traduit toujours par des objectifs. Ces derniers ne peuvent effectivement, être atteints, qui si tous les rangs concernés, accomplissent leur part de travail et assument leur part de responsabilité. Encore faut-il que l'on vienne à bout de tous les obstacles qui affectent le dialogue et la concertation. C'est, précisément, le but prioritaire que s'assigne le nouveau gouvernement. Ce dernier s'est fixé de mettre en valeur et de développer l'économie nationale qui recèle d'énormes potentialités qu'il s'agit, de s'approprier pour la création de richesses. Ces potentialités couvrent tous les domaines, y compris celui des ressources humaines. Leur valorisation comme souligné dans une directive du Chef de l'Etat à travers l'investissement direct permettra notamment, de diversifier l'activité économique et de promouvoir l'emploi. C'est là, en tout cas, l'un des objectifs essentiels des réformes engagées. Dans cette optique, les Algériens doivent de plus en plus prendre

conscience de la nécessité de sortir l'économie nationale de sa dépendance des hydrocarbures, et de promouvoir le secteur privé et public ainsi que le partenariat le plus large possible avec les investisseurs étrangers. Ainsi ? La démarche visant à améliorer tous les aspects de la vie nationale demeure l'un des soucis principaux de la politique économique nationale et de la stratégie de développement car l'amélioration du cadre de vie du citoyen constitue un des investissements les plus rentables pour renforcer l'harmonie sociale.

L'approfondissement du programme politique en vigueur implique une action continue de transformation des conditions de développement et d'utilisation des capacités productives en vue d'une meilleure rentabilité économique. Aussi faudra-t-il pour le nouveau gouvernement affirmer concrètement, avec plus de netteté, l'interdépendance qui existe entre la politique économique et la politique sociale car leur unité constitue la condition première de la crédibilité du plan d'action du gouvernement en matière de développement et de maîtrise des équilibres économiques ; faute de quoi, l'action risque d'être marquée par le gaspillage et les vœux pieux, aussi bien dans la définition des buts que des moyens de les atteindre. S'il est des domaines où le langage politique doit être clairement étudié et compris, c'est bien celui qui touche aux conditions de vie du citoyen.

B. C.